



**CANTON DU VALAIS
KANTON WALLIS**

Compte / Rechnung

2017

Message du Conseil d'Etat
Botschaft des Staatsrates

Message concernant le compte de l'Etat du Valais pour l'année 2017

Le Conseil d'Etat du Canton du Valais
au
Grand Conseil

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Députés,

Conformément aux dispositions de la Constitution cantonale et des articles 27 et 28 de la loi sur la gestion et le contrôle administratifs et financiers du canton du 24 juin 1980 (LGCAF), le Conseil d'Etat a l'honneur de soumettre à votre examen et à votre approbation les résultats du compte de l'Etat pour l'année 2017.

Nous transmettons dès lors à la Haute Assemblée l'ensemble des documents relatifs au compte de l'Etat pour l'année 2017 et saisissons cette occasion pour vous présenter, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Députés, l'assurance de notre haute considération et pour vous recommander, avec nous, à la protection divine.

Sion, mars 2018

Le Président du Conseil d'Etat : **Jacques Melly**
Le Chancelier d'Etat : **Philipp Spörri**

Botschaft betreffend die Rechnung des Staates Wallis für das Jahr 2017

Der Staatsrat des Kantons Wallis
an den
Grossen Rat

Sehr geehrter Herr Präsident
Sehr geehrte Damen und Herren Abgeordnete

Gemäss den Bestimmungen der Kantonsverfassung und den Artikeln 27 und 28 des Gesetzes über die Geschäftsführung und den Finanzhaushalt des Kantons und deren Kontrolle (FHG) vom 24. Juni 1980 beehrt sich der Staatsrat, Ihnen das Ergebnis der Rechnung 2017 zur Prüfung und Genehmigung zu unterbreiten.

Der Staatsrat übermittelt der Hohen Versammlung die Rechnung 2017 und entbietet Ihnen, sehr geehrter Herr Präsident, sehr geehrte Damen und Herren Abgeordnete, den Ausdruck seiner vorzüglichen Hochachtung und empfiehlt Sie, samt ihm, dem Macht- und Schutz Gottes.

Sitten, im März 2018

Der Präsident des Staatsrates : **Jacques Melly**
Der Staatskanzler : **Philipp Spörri**

Table des matières

• Résumé	3
• Structure du compte 2017	4
• Vue financière	5
Aperçu général	5
Compte de fonctionnement	6
Compte des investissements	7
Marge d'autofinancement et investissements nets	7
Bilan	8
Indicateurs	9
Classification fonctionnelle	10
• Contexte	11
Situation économique générale	11
Economie suisse	11
Economie valaisanne	12
Finances du secteur public	13
• Etablissement du compte : lignes directrices	14
• Données financières	15
Charges d'exploitation	17
Revenus d'exploitation	22
Charges et revenus financiers	26
Charges et revenus extraordinaires	27
Compte des investissements	29
Bilan	32
Actifs	32
Passifs	33
Annexe au bilan	34
• Projet de décision	35
• Annexes	36

Inhaltsverzeichnis

• Zusammenfassung	3
• Gliederung der Rechnung 2017	4
• Finanzielle Sicht	5
Gesamtüberblick	5
Laufende Rechnung	6
Investitionsrechnung	7
Selbstfinanzierungsmarge und Nettoinvestitionen	7
Bilanz	8
Kennzahlen	9
Funktionale Gliederung	10
• Umfeld	11
Allgemeine Wirtschaftslage	11
Schweizer Wirtschaft	11
Walliser Wirtschaft	12
Finanzen der öffentlichen Hand	13
• Leitlinien für die Rechnungserstellung	14
• Finanzdaten	15
Betrieblicher Aufwand	17
Betrieblicher Ertrag	22
Finanzaufwand und -ertrag	26
Ausserordentlicher Aufwand und Ertrag	27
Investitionsrechnung	29
Bilanz	32
Aktiven	32
Passiven	33
Anhang zur Jahresrechnung	34
• Beschlussentwurf	35
• Anhang	36

Résumé

Le compte de l'Etat du Valais clôture l'exercice 2017 avec des résultats positifs. Il présente un excédent de revenus de 4,1 mios et un excédent de financement de 7,2 mios. Grâce à la distribution du bénéfice de la Banque nationale suisse (BNS) et à la croissance des recettes fiscales et fédérales notamment, le Conseil d'Etat a pu cristalliser sa vision tournée vers l'avenir en alimentant certains financements spéciaux. Cette attitude prévoyante et responsable permet de créer les conditions nécessaires à la mise en œuvre de son programme gouvernemental.

Dans la continuité de la reprise conjoncturelle amorcée en 2016, l'essor de l'activité économique suisse s'est renforcé en cours d'année 2017, élargissant progressivement son assise à de nouvelles branches. Avec une croissance de 0,8% en 2017 selon l'indicateur économique de la Banque Cantonale du Valais (BCVs), l'économie valaisanne réalise elle aussi une performance positive bien qu'en retrait de la moyenne nationale. Si l'année 2017 s'est soldée par une nouvelle contraction de la construction en Valais, l'hébergement et l'industrie des biens d'équipement ont démontré une vigoureuse reprise.

Le compte 2017 du Canton du Valais présente les caractéristiques principales suivantes :

- une progression des impôts sur le revenu et la fortune (+38,9 mios) et sur le bénéfice et le capital (+47,0 mios) qui s'explique notamment par l'enregistrement de cas extraordinaires importants, la croissance du nombre de contribuables, l'augmentation du revenu moyen, ou encore les excellents résultats affichés par les entreprises de divers secteurs d'activité ;
- une part du Valais au bénéfice de la Banque nationale de 46,5 mios, faisant écho au bon résultat enregistré par la BNS en 2016 ;
- des charges d'exploitation maîtrisées, ne présentant globalement pas d'écart par rapport aux valeurs budgétées ;
- des dépenses supplémentaires de 30,2 mios, octroyées au titre de versement de subventions d'investissement en faveur des communes et des institutions paraétatiques pour lesquelles un décompte final a été établi (bâtiments scolaires, établissements pour handicapés, lutte contre le feu, EMS et améliorations foncières) ;
- des alimentations de respectivement 100,0 mios et 30,0 mios au fonds de financement des grands projets d'infrastructures du XXI^e siècle et au fonds de compensation des fluctuations de recettes ;
- la constitution d'une provision de 50,0 mios au titre de prestations de vieillesse à charge de l'employeur pour financer les engagements pris.

Zusammenfassung

Die Rechnung 2017 des Staates Wallis schliesst mit positiven Resultaten ab. Sie weist einen Ertragsüberschuss von 4,1 Mio. Franken und einen Finanzierungsüberschuss von 7,2 Mio. Franken aus. Dank der Gewinnausschüttung der Schweizerischen Nationalbank (SNB) und der Zunahme der Steuererträge und Bundesbeiträge konnten im Einklang mit der zukunftsorientierten Strategie des Staatsrates verschiedene Einlagen in Spezialfinanzierungen vorgenommen werden. Durch diese vorausschauende und verantwortungsbewusste Vorgehensweise werden die nötigen Voraussetzungen für die Umsetzung des Regierungsprogramms geschaffen.

In der Schweiz setzte sich der 2016 begonnene Konjunkturaufschwung im Jahr 2017 fort und dehnte sich schrittweise auf weitere Branchen aus. Die Walliser Wirtschaft verzeichnete im Jahr 2017 gemäss Wirtschaftsindikator der Walliser Kantonalbank (WKB) ebenfalls ein Wachstum, das mit 0,8% jedoch unter dem Schweizer Durchschnitt lag. Während das Walliser Baugewerbe 2017 erneut einen Rückgang hinnehmen musste, ging es im Gastgewerbe und in der Investitionsgüterindustrie steil aufwärts.

Die Rechnung 2017 des Kantons Wallis weist folgende Hauptmerkmale auf :

- Zunahme bei den Einkommens- und Vermögenssteuern (+38,9 Mio.) und den Gewinn- und Kapitalsteuern (+47,0 Mio.), was namentlich auf mehrere ausserordentliche Einzelfälle, die Zunahme der Zahl der Steuerpflichtigen, die Zunahme des durchschnittlichen Einkommens und die hervorragenden Ergebnisse von Unternehmen aus unterschiedlichen Branchen zurückzuführen ist ;
- Gewinnausschüttung der SNB von 46,5 Mio. für das Wallis aufgrund des guten Ergebnisses 2016 ;
- gute Disziplin bei den Betriebsausgaben, die insgesamt nicht von den budgetierten Werten abweichen ;
- zusätzliche Zahlungen von 30,2 Mio. für die Investitionsbeiträge zugunsten der Gemeinden und halbstaatlichen Institutionen, für welche die Schlussabrechnung vorlag (Schulgebäude, Einrichtungen für Behinderte, Brandbekämpfung, Alters- und Pflegeheime, Bodenverbesserungen) ;
- Einlage von 100,0 Mio. in den Fonds zur Finanzierung der Infrastrukturgrossprojekte des 21. Jahrhunderts und Einlage von 30,0 Mio. in den Kompensationsfonds für Ertragsschwankungen ;
- Rückstellung von 50,0 Mio. für Altersleistungen zulasten des Arbeitgebers (Finanzierung der eingegangenen Verpflichtungen).

Structure du compte 2017

La récente révision de la LGCAF est entrée en vigueur au 1^{er} septembre 2017. Celle-ci prévoit toutefois, à titre transitoire, que le compte 2017 soit établi selon les dispositions légales en vigueur avant le 1^{er} septembre 2017. Il n'est ainsi pas présenté selon le nouveau modèle comptable harmonisé (MCH2), mais en conformité aux recommandations du modèle comptable harmonisé MCH.

Le compte, soumis à l'approbation du Grand Conseil, présente le message du Conseil d'Etat (volume 1) et le compte administratif (volume 2).

Le message du Conseil d'Etat

Le message est le rapport explicatif qui accompagne tout projet d'acte législatif que le Conseil d'Etat soumet au Grand Conseil (art. 27 de la LGCAF).

Y sont présentés et commentés le contexte économique de l'année écoulée, les principes et méthodes comptables utilisés, les principaux résultats (compte de fonctionnement et compte des investissements) et statistiques financières, ainsi que le projet de décision.

Le compte administratif

Pour ce qui est de sa structure et de son contenu, le compte de l'Etat est soumis aux mêmes principes que ceux applicables au budget et présente donc les éléments suivants :

- un aperçu général des résultats, des charges et revenus du compte de fonctionnement, des recettes et dépenses du compte des investissements ;
- la classification fonctionnelle des dépenses ;
- le bilan de l'Etat au 31 décembre 2017 ;
- la situation des prêts et participations du patrimoine administratif, des titres et participations permanentes, des dettes à moyen et long terme, des financements spéciaux et préfinancements des dépenses ;
- un tableau des cautionnements et des garanties fournis par l'Etat ;
- la situation du fonds cantonal pour l'emploi au 31 décembre 2017 ;
- un tableau synoptique des crédits d'engagement ;
- les rapports de controlling.

Les rapports de controlling sont présentés et commentés par unité organisationnelle et constituent un état des lieux de la mise en œuvre des mandats de prestations politiques approuvés dans le cadre du budget par le Grand Conseil.

Gliederung der Rechnung 2017

Die revidierte Fassung des FHG ist am 1. September 2017 in Kraft getreten. In den Übergangsbestimmungen ist vorgesehen, dass die Rechnung 2017 noch nach den gesetzlichen Bestimmungen erstellt wird, die vor dem 1. September 2017 galten. Sie basiert demnach nicht auf dem neuen harmonisierten Rechnungslegungsmodell (HRM2), sondern auf dem harmonisierten Rechnungslegungsmodell HRM.

Die Rechnung, die dem Grossen Rat vorgelegt wird, umfasst die Botschaft des Staatsrates (Band 1) und die Verwaltungsrechnung (Band 2).

Botschaft des Staatsrates

Die Botschaft ist ein erläuternder Bericht, der allen Beschlussentwürfen beiliegt, die der Staatsrat dem Grossen Rat unterbreitet (Art. 27 FHG).

In der vorliegenden Botschaft werden folgende Punkte präsentiert und kommentiert : die wirtschaftlichen Rahmenbedingungen des vergangenen Jahres, die angewandten Buchhaltungsgrundsätze und -methoden, die wichtigsten Finanzergebnisse (Laufende Rechnung und Investitionsrechnung), Finanzstatistiken und der Beschlussentwurf.

Verwaltungsrechnung

Die Rechnung unterliegt bezüglich Aufbau und Inhalt denselben Richtlinien wie das Budget und beinhaltet folgende Elemente :

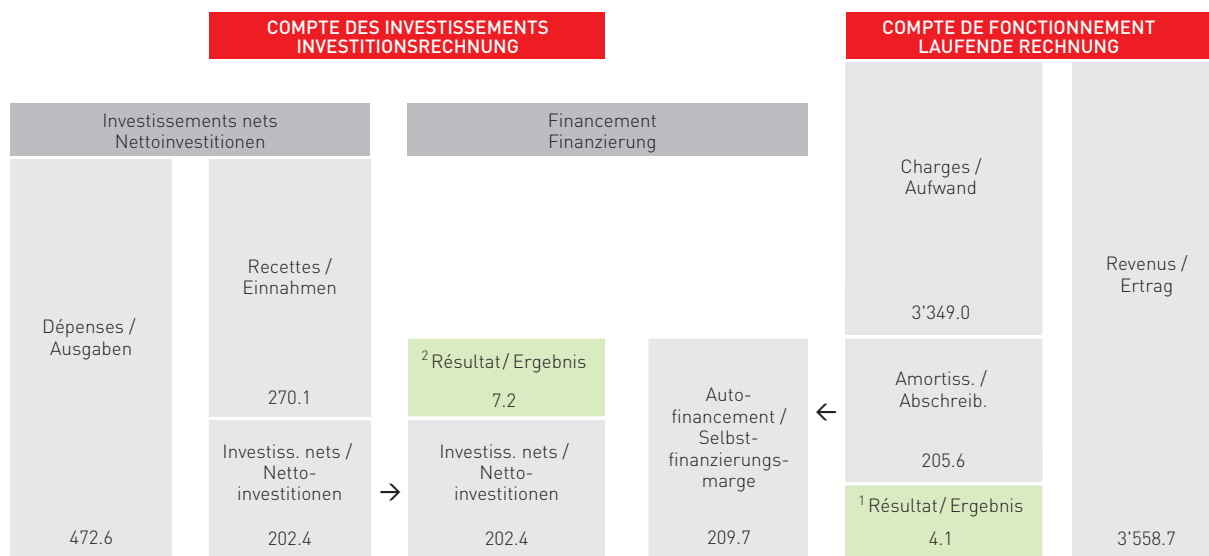
- eine Übersicht der Erträge und Aufwände der Laufenden Rechnung sowie der Ausgaben und Einnahmen der Investitionsrechnung ;
- die funktionale Gliederung der Ausgaben ;
- die Bilanz per 31. Dezember 2017 ;
- die Situation der Darlehen und Beteiligungen des Verwaltungsvermögens, der Wertschriften und Beteiligungen, der mittel- und langfristigen Schulden sowie der Spezial- und Vorfinanzierungen ;
- eine Übersicht der Bürgschaften und Garantien des Staates ;
- die Situation des kantonalen Beschäftigungsfonds am 31. Dezember 2017 ;
- eine Übersicht der Verpflichtungskredite ;
- die Controllingberichte.

Die Controllingberichte werden nach Organisationseinheiten gegliedert präsentiert und kommentiert. Sie geben Aufschluss über die Umsetzung der politischen Leistungsaufträge, die vom Grossen Rat im Rahmen der Budgetberatung genehmigt wurden.

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2016	BUDGET 2017	COMPTE RECHNUNG 2017	ECARTS DIFFERENZ 2017-B17	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Compte de fonctionnement					Laufende Rechnung
Revenus	3'314.2	3'371.9	3'558.7	186.8	Ertrag
Crédits supplémentaires		-			Nachtragskredite
Revenus selon budget initial		3'371.9			Ertrag gemäss urspr. Budget
Charges	3'272.5	3'373.1	3'554.6	181.5	Aufwand
Crédits supplémentaires		1.3			Nachtragskredite
Charges selon budget initial		3'371.8			Aufwand gemäss urspr. Budget
Excédent de revenus (+) / charges (-) avant amortissement des découverts	41.8	-1.2	4.1	5.3	Ertrags- (+) / Aufwandüberschuss (-) vor Abschreibung der Fehlbeträge
Amortissement des découverts comptables	41.8	-	-	-	Abschreibung der buchmässigen Fehlbeträge
Total du compte de résultat	-	-1.2	4.1	5.3	Gesamtergebnis Erfolgsrechnung

Compte des investissements					Investitionsrechnung
Dépenses	496.3	616.0	472.6	-143.5	Ausgaben
Crédits supplémentaires		6.6			Nachtragskredite
Dépenses selon budget initial		609.4			Ausgaben gemäss urspr. Budget
Recettes	347.0	389.1	270.1	-119.0	Einnahmen
Crédits supplémentaires		-			Nachtragskredite
Recettes selon budget initial		389.1			Einnahmen gemäss urspr. Budget
Investissements nets	149.4	226.9	202.4	-24.4	Nettoinvestitionen

Financement					Finanzierung
Résultat du compte de fonctionnement	-	-1.2	4.1	5.3	Ergebnis der Laufenden Rechnung
Amortissements du patr. administratif	177.3	222.0	205.6	-16.4	Abschreibungen Verwaltungsvermögen
Amortissement des découverts comptables	41.8	-	-	-	Abschreibung der buchmässigen Fehlbeträge
Marge d'autofinancement	219.0	220.8	209.7	-11.1	Selbstfinanzierungsmarge
Investissements nets	149.4	226.9	202.4	-24.4	Nettoinvestitionen
Excédent (+) / Insuffisance (-) de financement avant amortissement des découverts	69.7	-6.1	7.2	13.3	Finanzierungsüberschuss (+) / -fehlbetrag (-) vor Abschreibung der Fehlbeträge
Amortissement des découverts financiers	69.7	-	-	-	Abschreibung der Finanzierungsfehlbeträge
Résultat après amortissement des découverts financiers	-	-6.1	7.2	13.3	Ergebnis nach Abschreibung der Finanzierungsfehlbeträge
Degré d'autofinancement	146.6%	97.3%	103.6%	6.3%	Selbstfinanzierungsgrad



¹ Cst/cant., art. 25; frein aux dépenses
² Cst/cant., art. 25; frein à l'endettement

¹ KV, Art. 25; Ausgabenbremse
² KV, Art. 25; Schuldenbremse

Compte de fonctionnement

Présentation échelonnée du résultat
sans les imputations internes

Laufende Rechnung

Gestaffelte Präsentation
ohne die internen Verrechnungen

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2016	BUDGET 2017	COMPTE RECHNUNG 2017	ECARTS DIFFERENZ 2017-B17	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Charges d'exploitation	3'019.3	3'150.6	3'153.4	2.8	Betrieblicher Aufwand
30 Charges de personnel	943.8	968.7	955.1	-13.6	30 Personalaufwand
31 Biens, services et marchandises	223.9	253.7	252.6	-1.1	31 Sachaufwand
33 Amort. du patrimoine financier	33.3	29.6	41.3	11.8	33 Abschreib. Finanzvermögen
33 Amort. du patrimoine administratif	143.3	158.7	150.1	-8.5	33 Abschreib. Verwaltungsvermögen
34 Parts et contr. sans affectation	105.6	107.2	106.6	-0.7	34 Anteile u. Beiträge ohne Zweckbind.
35 Dédommag. à des collectivités publ.	124.5	129.9	128.5	-1.4	35 Entschädigungen an Gemeinwesen
36 Subventions accordées	1'274.7	1'336.8	1'336.5	-0.3	36 Eigene Beiträge
37 Subventions redistribuées	143.5	141.7	143.3	1.6	37 Durchlaufende Beiträge
38 Attributions financements spéciaux ¹	26.7	24.4	39.3	14.8	38 Einlagen in Spezialfinanzierungen ¹
Revenus d'exploitation	3'084.0	3'156.4	3'285.7	129.3	Betrieblicher Ertrag
40 Impôts	1'260.1	1'245.0	1'350.4	105.4	40 Steuern
41 Patentes, concessions	43.0	43.2	43.6	0.4	41 Patente und Konzessionen
43 Contributions	205.3	212.0	218.4	6.5	43 Entgelte
44 Parts recettes et contrib. sans affect.	761.0	826.6	833.8	7.2	44 Anteile u. Beiträge ohne Zweckbind.
45 Dédommagements de collect. publ.	153.1	141.6	156.9	15.4	45 Rückerstattungen von Gemeinwesen
46 Subventions acquises	482.2	499.8	488.3	-11.5	46 Beiträge für eigene Rechnung
47 Subventions à redistribuer	143.5	141.7	143.3	1.6	47 Durchlaufende Beiträge
48 Prélèvements financements spéciaux ¹	35.7	46.6	51.0	4.4	48 Entnahmen aus Spezialfinanzierungen ¹
Résultat d'activités d'exploitation	64.7	5.8	132.3	126.5	Ergebnis aus betrieblicher Tätigkeit
Charges financières					Finanzaufwand
32 Intérêts passifs	29.9	28.8	28.6	-0.1	32 Passivzinsen
Revenus financiers					Finanzertrag
42 Revenus des biens	58.1	65.4	81.4	16.0	42 Vermögensertrag
Résultat d'activités de financement	28.2	36.7	52.8	16.1	Ergebnis aus Finanzierung
Résultat opérationnel	93.0	42.4	185.1	142.6	Operatives Ergebnis
Charges extraordinaires	160.6	83.3	251.1	167.8	Ausserordentlicher Aufwand
33 Amortiss. du patrimoine administratif	34.0	63.3	55.4	-7.9	33 Abschreib. Verwaltungsvermögen
33 Amortiss. des découverts comptables	41.8	-	-	-	33 Abschreib. der buchm. Fehlbeträge
38 Attributions financements spéciaux ¹	76.3	20.0	180.0	160.0	38 Einlagen in Spezialfinanzierungen ¹
38 Attributions préfinancement des dépenses ²	8.5	-	15.6	15.6	38 Einlagen in Aufwandsvorfinanzierungen ²
Revenus extraordinaires	67.6	39.7	70.1	30.4	Ausserordentlicher Ertrag
41 Patentes, concessions	26.8	-	46.5	46.5	41 Patente und Konzessionen
42 Revenus des biens	15.8	1.5	-	-1.5	42 Vermögensertrag
48 Prélèvements financements spéciaux ¹	21.9	38.2	21.6	-16.6	48 Entnahmen aus Spezialfinanzierungen ¹
48 Prélèvements préfinancements des dépenses ²	3.1	-	2.1	2.1	48 Entnahmen aus Aufwandsvorfinanzierungen ²
Résultat extraordinaire	-93.0	-43.6	-181.0	-137.4	Ausserordentliches Ergebnis
Total du compte de résultat	-	-1.2	4.1	5.3	Gesamtergebnis Erfolgsrechnung

¹ LGCAF, art. 9

² LGCAF, art. 22 al. 3 et 4

¹ FHG, Art. 9

² FHG, Art. 22 Abs. 3 und 4

Compte des investissements

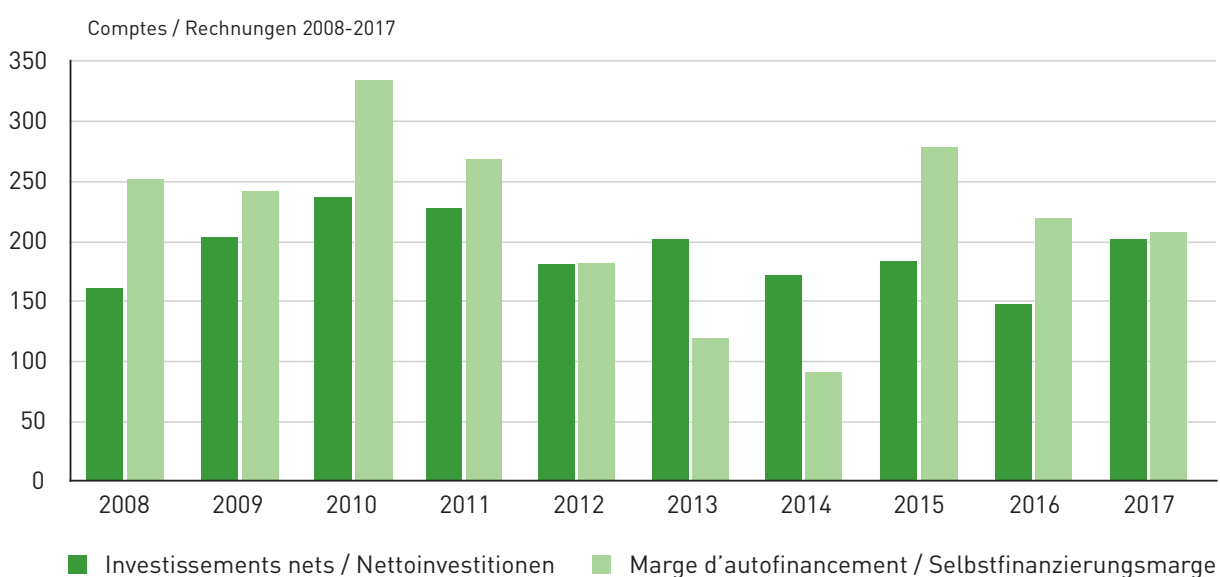
Investitionsrechnung

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2016	BUDGET 2017	COMPTE RECHNUNG 2017	ECARTS DIFFERENZ 2017-B17	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Investissements nets par catégorie	149.4	226.9	202.4	-24.4	Nettoinvestitionen pro Kategorie
Investissements de l'Etat	67.0	114.8	84.8	-30.1	Investitionen des Staates
Participations aux investissements de tiers	67.2	93.0	105.2	12.2	Beteiligungen an Investitionen Dritter
Prêts et participations permanentes	15.2	19.0	12.5	-6.6	Darlehen und Beteiligungen

Dépenses	496.3	616.0	472.6	-143.5	Ausgaben
50 Investissements propres	274.3	405.5	259.4	-146.1	50 Eigene Investitionen
52 Prêts et participations permanentes	111.3	60.7	52.1	-8.6	52 Darlehen und Beteiligungen
56 Subventions accordées	97.3	137.4	148.0	10.6	56 Eigene Beiträge
57 Subventions redistribuées	13.3	12.4	13.0	0.6	57 Durchlaufende Beiträge
Recettes	347.0	389.1	270.1	-119.0	Einnahmen
60 Transferts au patrimoine financier	0.2	-	4.8	4.8	60 Übertrag ins Finanzvermögen
62 Remb. de prêts et participations	93.0	38.1	39.6	1.5	62 Rückzahl. Darlehen u. Beteiligungen
63 Facturation à des tiers	0.0	-	-	-	63 Rückerstattungen für Sachgüter
64 Remb. de subventions accordées	0.3	0.2	0.4	0.2	64 Rückzahlung von eigenen Beiträgen
66 Subventions acquises	240.1	338.4	212.4	-126.0	66 Beiträge für eigene Rechnung
67 Subventions à redistribuer	13.3	12.4	13.0	0.6	67 Durchlaufende Beiträge
Investissements nets	149.4	226.9	202.4	-24.4	Nettoinvestitionen

Marge d'autofinancement et investissements nets

Selbstfinanzierungsmarge und Nettoinvestitionen



Bilan

Bilanz

(EN MILLIONS DE FRANCS)	31.12.2016	31.12.2017	VARIATION VERÄNDERUNG 2016-2017	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Actifs				Aktiven
Patrimoine financier	2'086.5	2'298.0	211.5	Finanzvermögen
Disponibilités	143.4	120.8	-22.6	Flüssige Mittel
Avoirs	1'141.9	1'235.5	93.6	Guthaben
Placements	278.7	400.3	121.6	Anlagen
Actifs transitoires	522.6	541.4	18.9	Transitorische Aktiven
Patrimoine administratif	1'148.5	1'145.4	-3.1	Verwaltungsvermögen
Investissements propres	525.0	504.1	-20.9	Eigene Investitionen
Prêts et participations	426.1	429.3	3.2	Darlehen und Beteiligungen
Subventions d'investissement	197.4	211.9	14.5	Investitionsbeiträge
Avances aux financements spéciaux	7.4	16.0	8.6	Vorschüsse für Spezialfinanzierungen
Total des actifs	3'242.4	3'459.4	217.0	Total der Aktiven
Passifs				Passiven
Engagements	2'495.2	2'539.2	43.9	Verpflichtungen
Engagements courants	869.2	955.1	85.9	Laufende Verpflichtungen
Dettes à court terme	419.0	342.8	-76.2	Kurzfristige Schulden
Dettes à moyen et long terme	841.5	827.0	-14.5	Mittel- und langfristige Schulden
Eng. envers des entités particulières	14.6	14.9	0.3	Verpflichtungen für Sonderrechnungen
Provisions	103.2	139.0	35.8	Rückstellungen
Passifs transitoires	247.9	260.4	12.5	Transitorische Passiven
Engagements envers les fin. spéciaux	672.3	841.3	168.9	Verpflichtungen für Spezialfinanzierungen
Fortune	74.9	79.0	4.1	Eigenkapital
Total des passifs	3'242.4	3'459.4	217.0	Total der Passiven

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2008	COMPTE RECHNUNG 2015	COMPTE RECHNUNG 2016	BUDGET 2017	COMPTE RECHNUNG 2017	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Compte de fonctionnement						Laufende Rechnung
Excédent de revenus (+) / charges (-) ^{1,7}	0.5	-	-	0.2	4.1	Ertrags- (+) / Aufwandüberschuss (-) ^{1,7}
Compte des investissements						Investitionsrechnung
Investissements bruts	505.3	506.6	496.3	609.4	472.6	Bruttoinvestitionen
Investissements nets	160.8	181.3	149.4	220.3	202.4	Nettoinvestitionen
Proportion des investissements ²	19.9%	15.8%	15.4%	17.6%	14.2%	Investitionsanteil ²
Activités d'investissement	moyenne mittel	moyenne mittel	moyenne mittel	moyenne mittel	moyenne mittel	Investitionstätigkeit
Compte de financement						Finanzierung
Marge d'autofinancement	252.5	278.5	219.0	220.8	209.7	Selbstfinanzierungsmarge
Excédent (+) / Insuffisance (-) de financement ^{3,7}	91.7	-	-	0.5	7.2	Finanzierungsüberschuss(+) / - fehlbetrag (-) ^{3,7}
Degré d'autofinancement	157.0%	153.6%	146.6%	100.2%	103.6%	Selbstfinanzierungsgrad
Evolution des recettes fiscales						Entwicklung der Steuererträge
Impôts sur le revenu et la fortune	1'066.7	1'264.1	1'260.1	1'245.0	1'350.4	Einkommens- und Vermögenssteuern
Impôts sur le bénéfice et le capital	699.4	790.8	810.6	806.1	845.0	Gewinn- und Kapitalsteuern
Autres impôts	113.2	130.5	136.3	121.0	168.0	Andere Steuern
	254.1	342.7	313.2	317.9	337.3	
Endettement brut	1'659.6	3'069.8	3'167.6	3'041.5	3'380.4	Bruttoverschuldung
Endettement net	-291.8	1'143.3	1'073.6	1'100.0	1'066.4	Nettoverschuldung
Dettes brute et nette par habitant						Brutto-/Nettoschuld pro Einwohner
Dettes brute (en francs)	5'558	9'253	9'436	8'940	9'967	Bruttoschuld (in Franken)
Dettes nette (en francs)	-977	3'446	3'198	3'233	3'144	Nettoschuld (in Franken)
Eléments macroéconomiques VS						Wallis - Makroökonomie
Evolution du PIB réel ⁴	3.8%	0.8%	2.3%	1.8%	n.d.	Entwicklung des realen BIP ⁴
Taux de chômage moyen ⁵	3.1%	4.3%	3.9%	4.3%	3.6%	Durchschnittliche Arbeitslosenquote ⁵
Eléments macroéconomiques CH						Schweiz - Makroökonomie
Evolution du PIB réel ⁴	2.2%	0.9%	1.3%	1.8%	1.0%	Entwicklung des realen BIP ⁴
Taux de chômage moyen ⁵	2.6%	3.3%	3.3%	3.5%	3.2%	Durchschnittliche Arbeitslosenquote ⁵
Renchérissment moyen ⁶	2.4%	-1.1%	-0.4%	0.3%	0.5%	Durchschnittliche Teuerung ⁶

¹ Exigence constitutionnelle d'un excédent de revenus (dès 2005)

² Investissements bruts en % des charges totales consolidées MCH2

³ Exigence constitutionnelle d'un excédent de financement (dès 2005)

⁴ Sources : Créa/BCVs et SECO. Le dernier compte présente des prévisions

⁵ Sources : SICT et SECO

⁶ Source : OFS

⁷ Après amortissements des découverts

¹ Die Kantonsverfassung verlangt einen Ertragsüberschuss (ab 2005)

² Bruttoinvestitionen in % des konsolidierten Gesamtaufwandes HRM2

³ Die Kantonsverfassung verlangt einen Finanzierungsüberschuss (ab 2005)

⁴ Quellen : Créa/WKB und SECO. Für die letzte Rechnung : geschätzte Werte

⁵ Quellen : DIHA und SECO

⁶ Quelle : BFS

⁷ Nach Abschreibung der Fehlbeträge

Les budgets et les comptes présentent les chiffres valables lors de leur élaboration.

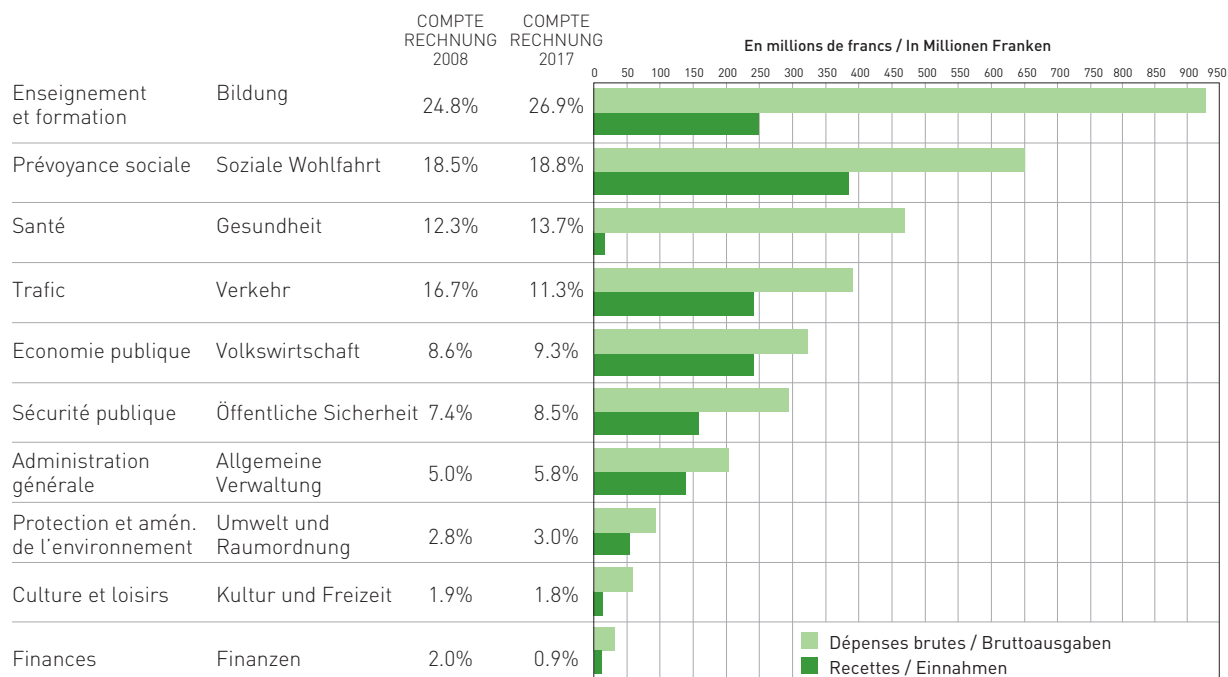
Die Budgets und die Rechnungen berücksichtigen die bei ihrer Erstellung gültigen Zahlen.

Classification fonctionnelle

Funktionale Gliederung

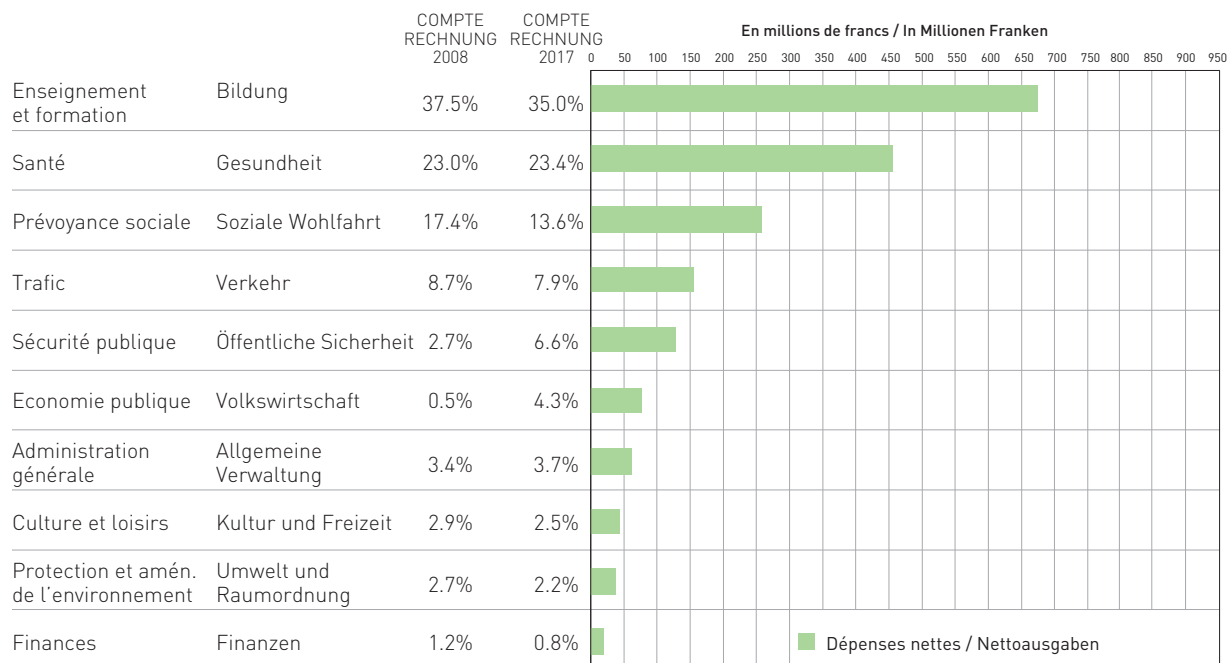
Dépenses brutes et recettes

Bruttoausgaben und Einnahmen



Dépenses nettes

Nettoausgaben



Contexte

Le compte 2017 s'inscrit dans le contexte économique ci-après.

Situation économique générale

Si les prévisions conjoncturelles pour 2017 étaient plutôt prudentes et réservées à l'heure de l'élaboration des budgets publics, les nuages planant sur l'économie mondiale se sont progressivement dissipés. L'activité économique s'est affermie, de sorte que, dans ses perspectives de l'économie mondiale du 22 janvier 2018, le Fonds monétaire international (FMI) estime la croissance mondiale à 3,7% en 2017, contre 3,2% en 2016.

Les motifs d'inquiétude qu'étaient notamment la remontée des taux d'intérêts et des prix du pétrole, les conflits armés dans de nombreuses régions du globe, la résurgence de l'inflation, l'atonie du commerce mondial ou encore l'hétérogénéité de la reprise économique, ne se sont pas concrétisés ou n'ont pas eu les impacts redoutés sur la conjoncture mondiale. Cette dernière a par ailleurs connu un essor généralisé, avec des reprises particulièrement marquées en Europe et aux Etats-Unis. Dans la zone euro, l'activité économique a progressé de 2,4% en 2017, contre 1,8% en 2016. De leur côté, les Etats-Unis affichent une croissance de 2,3%, faisant suite à une progression de 1,5% en 2016. Seules certaines nations, à l'image du Royaume-Uni, de l'Espagne ou de l'Arabie Saoudite, affichent un essor de l'activité économique inférieur à celui qu'elles ont connu en 2016.

Parmi les pays émergents, la Chine demeure un moteur important de l'évolution de l'économie mondiale. Avec une croissance de 6,8% en 2017, l'économie chinoise se situe au-dessus de la croissance globale des pays émergents et en voie de développement (+4,7%). En outre, la plupart des pays en récession en 2016 sont parvenus à retrouver le chemin de la croissance en 2017, à l'image du Brésil (+1,1%) et de la Russie (+1,8%).

Economie suisse

Pour l'économie suisse, l'année 2017 a débuté par une croissance plutôt modérée, se refusant à certains secteurs comme le commerce, la santé ou l'administration publique. En cours d'année, la croissance du PIB s'est toutefois accélérée pour s'élargir à la majorité des branches d'activité. L'estimation provisoire de la croissance indique une progression de 1,0% sur l'ensemble de l'année. Selon les estimations trimestrielles du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) du 1^{er} mars 2018, le PIB réel de la Suisse a progressé de 0,6% et 0,5% au cours des deux premiers trimestres 2017, puis de 1,2% et 1,9% sur les six derniers mois de l'année (en comparaison avec le même trimestre de l'année précédente).

La croissance a été soutenue par la majorité des branches d'activité en 2017. Globalement, l'industrie manufacturière s'inscrit toutefois comme le principal moteur de l'essor économique, suivie par les branches des services telles que l'hôtellerie-restauration et les services financiers.

Umfeld

Die Rechnung 2017 ist in Zusammenhang mit folgenden wirtschaftlichen Rahmenbedingungen zu sehen.

Allgemeine Wirtschaftslage

Waren die Konjunkturaussichten für 2017 zum Zeitpunkt der Budgeterstellung der öffentlichen Haushalte noch relativ verhalten, verbesserten sich die weltwirtschaftlichen Aussichten in der Folge kontinuierlich. Angesichts der erstarkten wirtschaftlichen Aktivität rechnet der Internationale Währungsfonds (IWF) in seiner Prognose vom 22. Januar 2018 für das Jahr 2017 mit einem Weltwirtschaftswachstum von 3,7% gegenüber 3,2% im Jahr 2016.

Die Befürchtungen im Zusammenhang mit steigenden Zinssätzen und Erdölpreisen, bewaffneten Konflikten in vielen Regionen der Welt, dem Wiederaufflammen der Inflation, der trägen Weltwirtschaft und der Heterogenität des wirtschaftlichen Aufschwungs haben sich entweder nicht bewahrheitet oder zeigten weniger grosse Auswirkungen auf die Weltkonjunktur als erwartet. Diese erfuhr allgemein einen Aufschwung, insbesondere in Europa und den USA. In der Eurozone wuchs die Wirtschaft 2017 um 2,4% gegenüber 1,8% im Jahr 2016. In den USA betrug das Wachstum 2,3% gegenüber 1,5% im Jahr zuvor. Nur einzelne Nationen wie Grossbritannien, Spanien oder Saudi-Arabien hatten ein niedrigeres Wachstum als 2016.

Unter den Schwellenländern bleibt China eine wichtige treibende Kraft für die Entwicklung der Weltwirtschaft. Mit 6,8% liegt das chinesische Wachstum 2017 über dem Durchschnitt der Schwellen- und Entwicklungsländer (+4,7%). Zudem fanden die meisten Länder, die sich 2016 noch in einer Rezession befanden, im Jahr 2017 wieder auf den Pfad des Wachstums zurück, so z.B. Brasilien (+1,1%) oder Russland (+1,8%).

Schweizer Wirtschaft

War das Wachstum Anfang 2017 unter anderem im Handel, im Gesundheitssektor und in der öffentlichen Verwaltung noch schleppend, beschleunigte es sich im Verlauf des Jahres in den meisten Branchen. Für das gesamte Jahr wird mit einer provisorischen Wachstumsrate von 1,0% gerechnet. Gemäss den Quartalsschätzungen des Staatssekretariats für Wirtschaft (SECO) vom 1. März 2018 wuchs das reale BIP der Schweiz in den beiden ersten Quartalen des Jahres 2017 um 0,6% bzw. 0,5% und in den beiden letzten Quartalen um 1,2% bzw. 1,9% (Vergleich mit dem selben Quartal im Vorjahr).

Vom Aufschwung profitierten 2017 fast alle Branchen. Als treibende Kraft dieses wirtschaftlichen Aufschwungs erwies sich das verarbeitende Gewerbe, gefolgt von den Dienstleistungsbranchen wie das Gastgewerbe und die Finanzdienstleistungen.

Au gré d'un dynamisme conjoncturel en progression, le chômage s'est orienté à la baisse en 2017. Les chiffres publiés par le SECO le 9 janvier 2018 font état d'un taux de chômage moyen de 3,2%, contre 3,3% en 2016.

En 2017, la BNS a poursuivi sa politique monétaire expansionniste. Elle a en effet maintenu la marge de fluctuation du Libor à trois mois en territoire négatif, entre -1,25% et -0,25%, et a fixé le taux d'intérêt appliqué aux avoirs en comptes de virement à -0,75%. Ces conditions monétaires accommodantes ont favorisé un affaiblissement sensible et bienvenu du franc suisse, lequel a vu son cours vis-à-vis de l'euro passer de 1,07 EUR/CHF en début d'année 2017 à 1,17 EUR/CHF douze mois plus tard.

Ces conditions monétaires n'ont toutefois pas provoqué de flambée des prix en Suisse. En effet, l'année 2017 s'est soldée sur une inflation moyenne de 0,5%, largement inférieure à l'objectif fixé par la BNS (2,0%). Parmi les principaux constituants du panier-type, le prix des groupes «Logement et énergie» et «Transports» ont en moyenne progressé de respectivement 1,2% et 1,5%. A l'inverse, les prix du secteur «Santé», représentant plus du 15% du panier-type de consommation, se sont en moyenne contractés de 0,5% en 2017.

Economie valaisanne

Selon l'indicateur économique de la BCVs publié le 1^{er} février 2018, l'économie valaisanne a progressé de 0,8% en 2017, soit une performance positive mais en léger retrait par rapport à la moyenne nationale. Les indicateurs à disposition témoignent d'importantes divergences entre les principaux secteurs économiques. En effet, si l'année 2017 s'est soldée par une nouvelle contraction de la construction en Valais, l'hébergement et l'industrie des biens d'équipement ont démontré une reprise vigoureuse.

Après avoir connu plusieurs années difficiles, le secteur touristique valaisan a en effet retrouvé des couleurs en 2017. Selon les chiffres publiés par l'Office fédéral de la statistique le 22 février 2018, les branches d'activités liées au tourisme ont affiché une croissance des nuitées de 6,9% en Valais par rapport à l'année précédente. Les nuitées des visiteurs étrangers s'inscrivent en hausse de 10,3%, alors que les nuitées indigènes progressent de 4,3%. Sur les treize régions touristiques de Suisse, seules les régions de Berne (+8,2%) et du Tessin (+7,7%) affichent des progressions globales supérieures au Valais. Cette dynamique retrouvée fait toutefois suite à huit années de baisses consécutives, le nombre de nuitées valaisannes ayant chuté de 4,6 mios en 2008 à 3,7 mios en 2016, soit une baisse cumulée de plus de 20%.

Enfin, le taux de chômage valaisan s'est établi en moyenne à 3,6% en 2017, en sensible baisse par rapport aux valeurs de 2016 (3,9%). Au cours de ces dernières années, le chômage valaisan a oscillé autour de

Im Zuge der positiven konjunkturellen Dynamik ging die Arbeitslosigkeit im Jahr 2017 zurück. Gemäss den vom SECO am 9. Januar 2018 publizierten Zahlen betrug die durchschnittliche Arbeitslosenquote 3,2% gegenüber 3,3% im Jahr 2016.

Die SNB verfolgte im Jahr 2017 ihre expansive Geldpolitik weiter. Sie belies das Zielband für den Dreimonats-Libor im negativen Bereich zwischen -1,25% und -0,25% und legte den Zins für Sichteinlagen auf -0,75% fest. Diese attraktiven Bedingungen förderten die deutliche und willkommene Abschwächung des Frankens, dessen Kurs Anfang 2017 bei 1,07 EUR/CHF und ein Jahr später bei 1,17 EUR/CHF lag.

Trotzdem hatte diese Geldpolitik in der Schweiz keinen Preisanstieg zur Folge. Die Inflation betrug im Jahr 2017 durchschnittlich 0,5% und lag damit weit unter dem festgelegten Zielwert der SNB (2,0%). Die Betrachtung der wichtigsten Komponenten des Standard-Warenkorbs zeigt in den Sektoren «Wohnen und Energie» sowie «Verkehr» einen durchschnittlichen Preisanstieg von 1,2% bzw. 1,5%. Hingegen gingen die Preise im Sektor «Gesundheitspflege», der 15% der Gesamtgewichtung des Warenkorbs ausmacht, im Jahr 2017 um durchschnittlich 0,5% zurück.

Walliser Wirtschaft

Gemäss dem Wirtschaftsindikator der WKB vom 1. Februar 2018 verzeichnete die Walliser Wirtschaft im Jahr 2017 ein Wachstum, das mit 0,8% leicht unter dem Schweizer Durchschnitt lag. Die verfügbaren Kennzahlen zeigen grosse Unterschiede zwischen den wichtigsten Wirtschaftszweigen. Während das Walliser Baugewerbe 2017 erneut einen Rückgang hinnehmen musste, ging es im Gastgewerbe und in der Investitionsgüterindustrie steil aufwärts.

Nach mehreren schwierigen Jahren konnte sich der Walliser Tourismus im Jahr 2017 erholen. Die vom Bundesamt für Statistik am 22. Februar 2018 publizierten Zahlen zeigen eine Zunahme der Logiernächte im Wallis von 6,9% im Vergleich zum Vorjahr. Die Übernachtungen von ausländischen Gästen nahmen um 10,3% und jene von inländischen Gästen um 4,3% zu. Von den 13 Schweizer Tourismusregionen verzeichneten nur Bern (+8,2%) und das Tessin (+7,7%) eine grössere Logiernächtezunahme als das Wallis. Zuvor waren die Logiernächte im Wallis während acht Jahren in Folge zurückgegangen, nämlich von 4,6 Mio. im Jahr 2008 auf 3,7 Mio. im Jahr 2016, was einem kumulierten Rückgang von über 20% entspricht.

Die Walliser Arbeitslosenquote betrug im Jahr 2017 durchschnittlich 3,6% und lag somit deutlich unter dem Wert von 2016 (3,9%). In den letzten Jahren pendelte die Walliser Arbeitslosenquote stets um die

4,0%. Depuis 2016 toutefois, une tendance baissière semble s'être dessinée, réduisant ainsi l'écart avec le taux de chômage de l'ensemble de la Suisse.

Finances du secteur public

Le 8 mars 2018, la statistique financière de l'Administration fédérale des finances (AFF) publie les premiers résultats pour 2016, ainsi que les projections 2017-2018 en matière de situation financière des collectivités publiques.

Entraînées par la Confédération, les cantons et les assurances sociales, les finances publiques suisses présentent pour la deuxième année consécutive un excédent. Globalement, ce dernier se monte à 0,4% du produit intérieur brut (PIB), attribuable en majeure partie à la Confédération. Seules les communes présentent un solde équilibré en 2016, ce dernier faisant toutefois suite à sept années consécutives de déficit.

Le taux d'endettement brut des administrations publiques selon les critères de Maastricht devrait, pour la première fois depuis longtemps, repasser sous la barre des 30% pour s'établir à 29,1% du PIB en 2016. Suivant cette tendance, une nouvelle réduction de l'endettement est à prévoir pour la Confédération, les cantons et les assurances sociales, de sorte que le taux d'endettement des administrations publiques devrait globalement correspondre à 28,8% du PIB en 2018.

Dans son communiqué du 14 février 2018, le Conseil fédéral annonce que la Confédération a clôturé l'année 2017 sur un excédent ordinaire de 2,8 mrd, alors même que le budget prévoyait un déficit de 0,3 mrd. Cette amélioration particulièrement marquée s'explique avant tout par les recettes de l'impôt anticipé, en hausse de 2,0 mrd par rapport au budget, et ce, malgré la comptabilisation d'une provision de 2,0 mrd enregistrée en vue des remboursements à venir. L'amélioration du résultat provient également de l'impôt fédéral direct, supérieur de 0,8 mrd aux valeurs budgétées. Enfin, du côté des dépenses, la différence par rapport aux prévisions budgétaires est relativement faible (-0,4 mrd ou -0,6%) et provient essentiellement de la prévoyance sociale (-0,3 mrd) et du trafic (-0,2 mrd).

Après avoir affiché un bénéfice de 24,5 mrd en 2016, la BNS boucle l'année 2017 sur un nouveau résultat record. Le bénéfice annuel atteint 54,4 mrd. Après déduction d'un montant de 5,0 mrd attribué à la provision pour réserves monétaires et tenant compte de la réserve pour distributions futures de 20,0 mrd, le bénéfice porté au bilan s'élève à 69,3 mrd. Les résultats 2017 permettront ainsi une distribution ordinaire de 1,0 mrd à la Confédération et aux cantons en 2018, de même qu'une distribution supplémentaire de 1,0 mrd. Après affectation du bénéfice, la réserve pour distributions futures s'établira à 67,3 mrd.

4%-Marke. Seit 2016 ist ein Abwärtstrend feststellbar, wodurch sich der Unterschied zur gesamtschweizerischen Arbeitslosenquote verringert.

Finanzen der öffentlichen Hand

Am 8. März 2018 publizierte die Sektion Finanzstatistik der Eidgenössischen Finanzverwaltung (EFV) die ersten Resultate des Jahres 2016 sowie die Prognosen 2017-2018 bezüglich der Finanzen der öffentlichen Haushalte.

Getragen von den Überschüssen des Bundes, der Kantone und der Sozialversicherungen weisen die öffentlichen Haushalte der Schweiz zum zweiten Mal in Folge ein positives Ergebnis aus. Die Überschussquote beträgt insgesamt 0,4% des Bruttoinlandprodukts (BIP) und ist mehrheitlich auf das Resultat des Bundes zurückzuführen. Einzig die Gemeinden weisen für 2016 «nur» eine ausgeglichene Rechnung aus, allerdings befanden sich diese in den letzten sieben Jahren stets im Defizit.

Die Bruttoschuldenquote der öffentlichen Haushalte gemäss Maastricht-Kriterien dürfte 2016 erstmals seit langem unter die 30%-Marke fallen, nämlich auf 29,1% des BIP. Dieser Abwärtstrend wird beim Bund, bei den Kantonen und bei den Sozialversicherungen wohl weiter anhalten, so dass für 2018 eine Schuldenquote der öffentlichen Haushalte von insgesamt 28,8% des BIP erwartet wird.

Gemäss Medienmitteilung des Bundesrates vom 14. Februar 2018 schliesst der Bund das Jahr 2017 mit einem ordentlichen Überschuss von 2,8 Mrd. Franken ab. Budgetiert war ein Defizit von 0,3 Mrd. Dieses deutlich bessere Ergebnis gegenüber dem Vorschlag ist vor allem auf höhere Einnahmen aus der Verrechnungssteuer zurückzuführen. Diese lagen – trotz der Bildung einer Rückstellung von 2,0 Mrd. für zukünftige Rückerstattungen – 2,0 Mrd. über dem budgetierten Wert. Das gute Resultat ist auch eine Folge der Mehreinnahmen von 0,8 Mrd. bei der direkten Bundessteuer. Bei den Ausgaben ist die Budgetabweichung insgesamt relativ gering (-0,4 Mrd. oder -0,6%). Am grössten sind die Abweichungen in den Bereichen Soziale Wohlfahrt (-0,3 Mrd.) und Verkehr (-0,2 Mrd.).

Die SNB konnte ihren Gewinn von 2016 in der Höhe von 24,5 Mrd. Franken weiter steigern und verzeichnete im Jahr 2017 einen Rekordgewinn von 54,4 Mrd. Nach der Rückstellung für Währungsreserven in der Höhe von 5,0 Mrd. und unter Berücksichtigung der vorhandenen Ausschüttungsreserve von 20,0 Mrd. bleibt ein Bilanzgewinn von 69,3 Mrd. Die Ergebnisse von 2017 erlauben im Jahr 2018 eine ordentliche Gewinnausschüttung an Bund und Kantone von 1,0 Mrd. sowie eine Zusatzausschüttung von 1,0 Mrd. Nach dieser Gewinnverwendung beträgt die Reserve für künftige Ausschüttungen noch 67,3 Mrd.

Etablissement du compte : lignes directrices

L'établissement du compte s'inscrit dans le contexte des dispositions et principes suivants :

La règle constitutionnelle d'équilibre financier

Inscrite dans l'article 25 de la Constitution du Canton du Valais, la règle d'équilibre financier fixe un objectif fondamental : le budget de l'Etat doit présenter un excédent de revenus et un excédent de financement assurant des investissements et participations aux investissements de tiers nécessaires au développement harmonieux du canton et permettant de garantir l'amortissement d'un éventuel découvert au bilan, ainsi qu'un amortissement de la dette. Ce même article institue les mesures prévues en cas de non-concordance du compte avec le budget : si le compte s'écarte du budget et présente un excédent de charges ou une insuffisance de financement, l'amortissement de ces découverts doit être prévu au budget du deuxième exercice suivant.

Principes comptables

La récente révision de la LGCAF est entrée en vigueur au 1^{er} septembre 2017. Celle-ci prévoit toutefois, à titre transitoire, que le compte 2017 soit établi selon les dispositions légales en vigueur avant le 1^{er} septembre 2017. Il n'est ainsi pas présenté selon le nouveau modèle comptable harmonisé (MCH2), mais en conformité aux recommandations du modèle comptable harmonisé MCH et, en particulier, aux principes comptables définis aux articles 5 et ss de la LGCAF.

Le compte 2017 est établi dans le but de donner une situation claire, complète et véridique de la gestion financière, du patrimoine et des dettes et suivant les principes indiqués à l'article 5 alinéa 2 de la LGCAF.

Concernant l'évaluation des actifs du bilan, les biens du patrimoine administratif sont amortis selon le principe d'un autofinancement approprié à la situation économique et financière. Les biens du patrimoine financier figurent au bilan au prix d'achat ou de revient, sans amortissement et sous réserve des correctifs appropriés aux circonstances.

Les comptes débiteurs/créances de l'Etat sont évalués sur la base d'une analyse de risques spécifiques et individualisés. Sur la base de cette analyse, les valeurs des créances de l'Etat sont réévaluées et les comptes de provisions corrigés en conséquence.

En sus des amortissements ordinaires définis à l'article 14 alinéas 1 à 3 de la LGCAF, des amortissements supplémentaires doivent être effectués conformément à l'article 14 alinéa 4 de ladite loi. La décision de procéder à ces amortissements supplémentaires tient compte de la situation financière de l'Etat, de la conjoncture, des changements de dispositions légales et principes comptables, en particulier ceux qui interviendront dès le passage au nouveau modèle de comptabilité publique harmonisé (MCH2).

Leitlinien für die Rechnungserstellung

Bei der Erstellung der vorliegenden Rechnung wurden folgende Bestimmungen und Grundsätze berücksichtigt :

Verfassungsbestimmung zum finanziellen Gleichgewicht

Artikel 25 der Kantonsverfassung enthält eine grundlegende Bestimmung zum finanziellen Gleichgewicht : Das Staatsbudget muss einen Ertragsüberschuss und einen Finanzierungsüberschuss ausweisen, um die für eine harmonische Entwicklung des Kantons notwendigen Investitionen und Investitionsbeteiligungen Dritter sicherzustellen und die Abtragung eines allfälligen Bilanzfehlbetrages und der Schuld zu gewährleisten. Im selben Artikel wird auch geregelt, was geschieht, wenn die Rechnung entgegen dem Budget einen Aufwandüberschuss oder einen Finanzierungsfehlbetrag ausweist. In diesem Fall muss im Budget des übernächsten Jahres die Abschreibung dieser Defizite vorgesehen werden.

Buchführungsgrundsätze

Die revidierte Fassung des FHG ist am 1. September 2017 in Kraft getreten. In den Übergangsbestimmungen ist vorgesehen, dass die Rechnung 2017 noch nach den gesetzlichen Bestimmungen erstellt wird, die vor dem 1. September 2017 galten. Sie basiert demnach nicht auf dem neuen harmonisierten Rechnungslegungsmodell (HRM2), sondern auf dem harmonisierten Rechnungslegungsmodell HRM und den Buchführungsgrundsätzen von Artikel 5 ff. FHG.

Die Rechnung 2017 soll eine klare, vollständige und wahrheitsgetreue Übersicht über die Führung des Finanzhaushalts, das Vermögen und die Schulden vermitteln und folgt den Grundsätzen von Artikel 5 Absatz 2 FHG.

Was die Bewertung der Bilanzaktiva angeht, wird das Verwaltungsvermögen nach dem Grundsatz einer finanz- und volkswirtschaftlich angemessenen Selbstfinanzierung abgeschrieben. Das Finanzvermögen wird ohne Abschreibungen zum Beschaffungs- oder Herstellungskosten bilanziert, unter Berücksichtigung der den Umständen angemessenen Wertberichtigungen.

Die Debitoren und Forderungen des Staates werden aufgrund einer spezifischen individualisierten Risikoanalyse bewertet. Anhand dieser Analyse werden die Forderungen des Staates neu evaluiert und das Delkrede angepasst.

Neben den ordentlichen Abschreibungen gemäss Artikel 14 Absatz 1 bis 3 FHG sind zusätzliche Abschreibungen gemäss Artikel 14 Absatz 4 FHG vorzunehmen. Der Entscheid über diese zusätzlichen Abschreibungen hängt von der finanziellen Situation des Staates, der Konjunktur und allfälligen Änderungen der Gesetzgebung und der Buchführungsgrundsätze ab, insbesondere von jenen, die mit der Einführung des neuen harmonisierten Rechnungslegungsmodells (HRM2) anfallen.

Données financières

Finanzdaten

Aperçu général

Gesamtüberblick

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2016	BUDGET 2017	COMPTE RECHNUNG 2017	ECARTS DIFFERENZ 2017-B17	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Compte de fonctionnement					Laufende Rechnung
Revenus	3'314.2	3'371.9	3'558.7	186.8	Ertrag
<i>Crédits supplémentaires</i>		-			<i>Nachtragskredite</i>
<i>Revenus selon budget initial</i>		3'371.9			<i>Ertrag gemäss urspr. Budget</i>
Charges	3'272.5	3'373.1	3'554.6	181.5	Aufwand
<i>Crédits supplémentaires</i>		1.3			<i>Nachtragskredite</i>
<i>Charges selon budget initial</i>		3'371.8			<i>Aufwand gemäss urspr. Budget</i>
Excédent de revenus (+) / charges (-) avant amortissement des découverts	41.8	-1.2	4.1	5.3	Ertrags- (+) / Aufwandüberschuss (-) vor Abschreibung der Fehlbeträge
Amortissement des découverts comptables	41.8	-	-	-	Abschreibung der buchmässigen Fehlbeträge
Total du compte de résultat	-	-1.2	4.1	5.3	Gesamtergebnis Erfolgsrechnung

Compte des investissements					Investitionsrechnung
Dépenses	496.3	616.0	472.6	-143.5	Ausgaben
<i>Crédits supplémentaires</i>		6.6			<i>Nachtragskredite</i>
<i>Dépenses selon budget initial</i>		609.4			<i>Ausgaben gemäss urspr. Budget</i>
Recettes	347.0	389.1	270.1	-119.0	Einnahmen
<i>Crédits supplémentaires</i>		-			<i>Nachtragskredite</i>
<i>Recettes selon budget initial</i>		389.1			<i>Einnahmen gemäss urspr. Budget</i>
Investissements nets	149.4	226.9	202.4	-24.4	Nettoinvestitionen

Financement					Finanzierung
Résultat du compte de fonctionnement	-	-1.2	4.1	5.3	Ergebnis der Laufenden Rechnung
Amortissements du patr. administratif	177.3	222.0	205.6	-16.4	Abschreibungen Verwaltungsvermögen
Amortissement des découverts comptables	41.8	-	-	-	Abschreibung der buchmässigen Fehlbeträge
Marge d'autofinancement	219.0	220.8	209.7	-11.1	Selbstfinanzierungsmarge
Investissements nets	149.4	226.9	202.4	-24.4	Nettoinvestitionen
Excédent (+) / Insuffisance (-) de financement avant amortissement des découverts	69.7	-6.1	7.2	13.3	Finanzierungsüberschuss (+) / -fehlbetrag (-) vor Abschreibung der Fehlbeträge
Amortissement des découverts financiers	69.7	-	-	-	Abschreibung der Finanzierungsfehlbeträge
Résultat après amortissement des découverts financiers	-	-6.1	7.2	13.3	Ergebnis nach Abschreibung der Finanzierungsfehlbeträge
Degré d'autofinancement	146.6%	97.3%	103.6%	6.3%	Selbstfinanzierungsgrad

Compte de fonctionnement

Le compte de fonctionnement présente un total de revenus de 3,56 mrd. et un total de charges de 3,55 mrd. Il clôture avec un excédent de revenus de 4,1 mios.

Avant prise en compte des amortissements du patrimoine administratif d'un montant de 205,6 mios, le compte de fonctionnement dégage une marge d'autofinancement (cash-flow) de 209,7 mios.

Laufende Rechnung

Die Laufende Rechnung weist einen Ertrag von 3,56 Mrd. Franken und einen Aufwand von 3,55 Mrd. aus. Sie schliesst mit einem Ertragsüberschuss von 4,1 Mio. ab.

Vor Verbuchung der Abschreibungen des Verwaltungsvermögens in Höhe von 205,6 Mio. Franken beläuft sich die Selbstfinanzierungsmarge (Cashflow) der Laufenden Rechnung auf 209,7 Mio.

Compte des investissements

Le compte des investissements présente des dépenses brutes de 472,6 mios, couvertes à hauteur de 270,1 mios par des recettes. Les investissements nets se montent ainsi à 202,4 mios.

Financement

Les dépenses nettes d'investissement sont ainsi intégralement couvertes par la marge d'autofinancement qui se dégage du compte de fonctionnement. Il en résulte un excédent de financement de 7,2 mios. Le degré d'autofinancement se monte à 103,6%.

Investitionsrechnung

Die Investitionsrechnung weist Bruttoausgaben von 472,6 Mio. Franken und Einnahmen von 270,1 Mio. aus. Die Nettoinvestitionen belaufen sich somit auf 202,4 Mio.

Finanzierung

Die Nettoinvestitionen sind vollständig durch die Selbstfinanzierungsmarge aus der Laufenden Rechnung gedeckt. Es resultiert ein Finanzierungsüberschuss von 7,2 Mio. Franken. Der Selbstfinanzierungsgrad beträgt 103,6%

Compte de fonctionnement

Présentation échelonnée du résultat sans les imputations internes

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2016	BUDGET 2017	COMPTE RECHNUNG 2017	ECARTS DIFFERENZ 2017-B17	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Charges d'exploitation	3'019.3	3'150.6	3'153.4	2.8	Betrieblicher Aufwand
Revenus d'exploitation	3'084.0	3'156.4	3'285.7	129.3	Betrieblicher Ertrag
Résultat d'activités d'exploitation	64.7	5.8	132.3	126.5	Ergebnis aus betrieblicher Tätigkeit
Charges financières	29.9	28.8	28.6	-0.1	Finanzaufwand
Revenus financiers	58.1	65.4	81.4	16.0	Finanzertrag
Résultat d'activités de financement	28.2	36.7	52.8	16.1	Ergebnis aus Finanzierung
Résultat opérationnel	93.0	42.4	185.1	142.6	Operatives Ergebnis
Charges extraordinaires	160.6	83.3	251.1	167.8	Ausserordentlicher Aufwand
Revenus extraordinaires	67.6	39.7	70.1	30.4	Ausserordentlicher Ertrag
Résultat extraordinaire	-93.0	-43.6	-181.0	-137.4	Ausserordentliches Ergebnis
Total du compte de résultat	-	-1.2	4.1	5.3	Gesamtergebnis Erfolgsrechnung

Laufende Rechnung

Gestaffelte Präsentation ohne die internen Verrechnungen

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2016	BUDGET 2017	COMPTE RECHNUNG 2017	ECARTS DIFFERENZ 2017-B17	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Charges d'exploitation	3'019.3	3'150.6	3'153.4	2.8	Betrieblicher Aufwand
Revenus d'exploitation	3'084.0	3'156.4	3'285.7	129.3	Betrieblicher Ertrag
Résultat d'activités d'exploitation	64.7	5.8	132.3	126.5	Ergebnis aus betrieblicher Tätigkeit
Charges financières	29.9	28.8	28.6	-0.1	Finanzaufwand
Revenus financiers	58.1	65.4	81.4	16.0	Finanzertrag
Résultat d'activités de financement	28.2	36.7	52.8	16.1	Ergebnis aus Finanzierung
Résultat opérationnel	93.0	42.4	185.1	142.6	Operatives Ergebnis
Charges extraordinaires	160.6	83.3	251.1	167.8	Ausserordentlicher Aufwand
Revenus extraordinaires	67.6	39.7	70.1	30.4	Ausserordentlicher Ertrag
Résultat extraordinaire	-93.0	-43.6	-181.0	-137.4	Ausserordentliches Ergebnis
Total du compte de résultat	-	-1.2	4.1	5.3	Gesamtergebnis Erfolgsrechnung

Charges d'exploitation

Betrieblicher Aufwand

(EN MILLIONS DE FRANCS)	BUDGET 2017	COMPTE RECHNUNG 2017	ECARTS DIFFERENZ 2017-B17	ECARTS EN % DIFFERENZ IN %	POIDS AUFTEILUNG 2017	(IN MILLIONEN FRANKEN)
30 Charges de personnel	968.7	955.1	-13.6	-1.4%	30.3%	30 Personalaufwand
31 Biens, services et marchandises	253.7	252.6	-1.1	-0.4%	8.0%	31 Sachaufwand
33 Amortissements du patrimoine financier	29.6	41.3	11.8	39.8%	1.3%	33 Abschreibungen Finanzvermögen
33 Amortissements du patrimoine administratif	158.7	150.1	-8.5	-5.4%	4.8%	33 Abschreibungen Verwaltungsvermögen
34 Parts et contributions sans affectation	107.2	106.6	-0.7	-0.6%	3.4%	34 Anteile u. Beiträge ohne Zweckbindung
35 Dédommagements à des collectivités publiques	129.9	128.5	-1.4	-1.0%	4.1%	35 Entschädigungen an Gemeinwesen
36 Subventions accordées	1'336.8	1'336.5	-0.3	-0.0%	42.4%	36 Eigene Beiträge
37 Subventions redistribuées	141.7	143.3	1.6	1.1%	4.5%	37 Durchlaufende Beiträge
38 Attributions financements spéciaux ¹	24.4	39.3	14.8	60.8%	1.2%	38 Einlagen in Spezialfinanzierungen ¹
Total	3'150.6	3'153.4	2.8	0.1%	100.0%	Total

¹ LGCAF, art. 9

¹ FHG, Art. 9

Les charges d'exploitation se montent à 3,15 mrds, un montant globalement en ligne avec les prévisions budgétaires (+2,8 mios ou +0,1%).

Elles sont constituées pour 51,0% de subventions et de dédommagements à des collectivités publiques et pour 30,3% de charges de personnel, dont le poids a par ailleurs diminué d'un point de pourcentage par rapport au compte 2016.

Globalement, les charges d'exploitation sont bien maîtrisées. Plusieurs catégories affichent des valeurs inférieures aux montants budgétés. Il s'agit essentiellement des charges de personnel (-13,6 mios) et des amortissements du patrimoine administratif (-8,5 mios). A l'inverse, des dépassements sont notamment constatés au niveau des attributions aux financements spéciaux (+14,8 mios) et des amortissements du patrimoine financier (+11,8 mios).

Les différentes catégories de charges sont présentées en détail ci-après.

Charges de personnel

Les charges de personnel se montent à 955,1 mios, ce qui représente un montant inférieur de 1,4% ou 13,6 mios au budget.

Au regard de l'indice suisse des prix à la consommation en décembre 2016 (97,3 points – identique à celui de décembre 2015), aucun renchérissement n'a été octroyé et l'échelle salariale a été maintenue au niveau 2016. Comme prévu au budget, l'augmentation individuelle liée à la prestation, la prime de performance

Der betriebliche Aufwand beläuft sich auf 3,15 Mrd. und entspricht somit weitgehend dem Budget (+2,8 Mio. oder +0,1%).

Dieser Betrag setzt sich zu 51,0% aus den Beiträgen und Entschädigungen an Gemeinwesen und zu 30,3% aus dem Personalaufwand zusammen. Letzterer hat gegenüber der Rechnung 2016 um einen Prozentpunkt abgenommen.

Allgemein hat man den betrieblichen Aufwand gut unter Kontrolle. In mehreren Rubriken wurde weniger ausgegeben als budgetiert, insbesondere beim Personalaufwand (-13,6 Mio.) und bei den Abschreibungen des Verwaltungsvermögens (-8,5 Mio.). Zu Budgetüberschreitungen kam es hingegen bei den Einlagen in Spezialfinanzierungen (+14,8 Mio.) und den Abschreibungen des Finanzvermögens (+11,8 Mio.).

Nachfolgend wird auf die einzelnen Aufwandrubriken eingegangen.

Personalaufwand

Der Personalaufwand beträgt 955,1 Mio. Franken und ist damit 1,4% oder 13,6 Mio. tiefer als budgetiert.

Angesichts des Landesindex der Konsumentenpreise im Dezember 2016 (97,3 Punkte – gleich wie im Dezember 2015) wurde kein Teuerungsausgleich vorgenommen und die Lohntabelle auf dem Niveau von 2016 belassen. Wie im Budget vorgesehen, wurden die individuellen leistungsabhängigen Erhöhungen, die

des agents de la fonction publique pour l'année 2017 et les parts d'expérience des enseignants pour l'année scolaire 2017/2018 ont été intégralement accordées. Un coefficient de 1 a été appliqué.

La répartition des charges de personnel par catégorie est présentée à l'annexe 1. Des reliquats budgétaires apparaissent pour la quasi-totalité des catégories. Ce résultat se confirme au niveau des services. La grande majorité d'entre eux présente des reliquats alors qu'une minorité de services affiche des montants supérieurs au budget. Ces variations peuvent s'expliquer notamment par certains effets liés à la rotation du personnel, par des projets réalisés par étape, voire par des paramètres exogènes tels que l'évolution des demandeurs d'emploi ou des requérants d'asile.

Biens, services et marchandises

Les biens, services et marchandises atteignent 252,6 mios, inférieurs de 1,1 mio ou 0,4% au budget. La majorité des services laisse des reliquats sur ces charges. Les dépassements constatés dans certains services sont dès lors entièrement couverts. Pour rappel, l'importante augmentation entre les comptes 2016 et 2017 est le résultat des options de rattrapage prises lors de l'élaboration du budget 2017 par le Gouvernement et le Parlement dans les domaines des routes et des bâtiments notamment.

Les rapports de controlling de chaque service donnent un détail plus précis sur l'évolution de ce type de charges.

Amortissements du patrimoine financier

Les amortissements du patrimoine financier se montent à 41,3 mios, supérieurs de 11,8 mios ou 39,8% au budget. Ils comprennent :

- 26,5 mios de pertes sur débiteurs, dont 21,3 mios de créances fiscales et 2,1 mios de créances judiciaires ;
- 7,9 mios de dotations aux provisions pour risques de pertes sur débiteurs ;
- 5,6 mios de remises de créances ;
- 1,5 mio d'amortissements du patrimoine financier, de diminutions de stocks, de pertes de change et de moins-values sur le patrimoine financier.

Les principaux écarts budgétaires concernent l'Administration cantonale des finances (+3,2 mios), le Service de la mobilité (+2,8 mios), le Service du développement économique (+1,8 mio), le Service de l'énergie et des forces hydrauliques (+1,4 mio), ainsi que le Service cantonal des contributions (+1,3 mio).

Amortissements du patrimoine administratif

Les amortissements du patrimoine administratif, qui s'élèvent à 150,1 mios, sont inférieurs de 8,5 mios ou 5,4% aux prévisions budgétaires.

Leistungsprämien 2017 der Kantonsangestellten und die Erfahrungsanteile der Lehrpersonen für das Schuljahr 2017/2018 vollumfänglich gewährt. Es wurde der Koeffizient 1 angewendet.

Die Aufteilung des Personalaufwands nach Kategorien findet sich in Anhang 1. In fast allen Kategorien lag der Aufwand unter dem budgetierten Wert. Dies veranschaulicht auch ein Blick auf die einzelnen Dienststellen. Die grosse Mehrheit von ihnen weist Budgetrestbeträge auf, nur bei wenigen kam es zu Budgetüberschreitungen. Diese Abweichungen lassen sich erklären durch Personalfluktuationen, etappenweise ausgeführte Projekte und exogene Faktoren wie die Entwicklung der Zahl der Arbeits- und Asylsuchenden.

Sachaufwand

Der Sachaufwand beläuft sich auf 252,6 Mio. Franken und liegt somit 1,1 Mio. oder 0,4% unter dem Budget. In den meisten Dienststellen lag der Sachaufwand unter den budgetierten Werten. Dadurch sind die Überschreitungen, die in bestimmten Dienststellen verzeichnet wurden, vollständig gedeckt. Zur Erinnerung: Die grosse Zunahme zwischen der Rechnung 2016 und 2017 ist auf den bei der Budgeterstellung 2017 getroffenen Entscheid von Regierung und Parlament zurückzuführen, den Rückstand in bestimmten Bereichen aufzuholen, namentlich bei den Strassen und Gebäuden.

Die Controllingberichte der einzelnen Dienststellen geben genauer Aufschluss über die Entwicklung dieser Kosten.

Abschreibungen des Finanzvermögens

Die Abschreibungen des Finanzvermögens belaufen sich auf 41,3 Mio. Franken, was 11,8 Mio. oder 39,8% mehr sind als budgetiert. Diese umfassen :

- 26,5 Mio. Franken Debitorenverluste, davon 21,3 Mio. Steuerforderungen und 2,1 Mio. Forderungen für die Rechtspflege ;
- 7,9 Mio. Erhöhung des Delkredere ;
- 5,6 Mio. Forderungsverzichte ;
- 1,5 Mio. Abschreibungen auf dem Finanzvermögen, Abnahme der Lagerbestände sowie Kurs- und Buchverluste auf dem Finanzvermögen.

Die Abweichungen gegenüber dem Budget finden sich hauptsächlich bei der Kantonalen Finanzverwaltung (+3,2 Mio.), bei der Dienststelle für Mobilität (+2,8 Mio.), der Dienststelle für Wirtschaftsentwicklung (+1,8 Mio.), der Dienststelle für Energie und Wasserkraft (+1,4 Mio.) und der Kantonalen Steuerverwaltung (+1,3 Mio.).

Abschreibungen des Verwaltungsvermögens

Die Abschreibungen des Verwaltungsvermögens belaufen sich auf 150,1 Mio. Franken und fallen im Vergleich zum Budget um 8,5 Mio. oder 5,4% tiefer aus.

Il s'agit des amortissements ordinaires, calculés selon une pratique constante, basée sur les recommandations du recueil de comptabilité publique harmonisé (MCH – voir annexe 2). Ils correspondent en moyenne pondérée à 16,2% de la valeur résiduelle à amortir (hors prêts conditionnellement remboursables).

Parts et contributions sans affectation

Les parts et contributions sans affectation se montent à 106,6 mios, inférieures de 0,7 mio ou 0,6% au budget.

La ristourne aux communes des deux tiers des recettes d'impôts sur les gains immobiliers et sur les successions et donations, d'un montant de 40,6 mios, est inférieure de 0,1 mio aux prévisions budgétaires. Elle suit l'évolution de ces recettes d'impôts.

Les parts et contributions sans affectation comprennent également la compensation des cas de rigueur de la péréquation intercantonale pour 4,1 mios et les versements aux communes de la péréquation intercommunale pour 59,7 mios (-2,0 mios).

En ce qui concerne la péréquation intercommunale, les montants distribués aux communes passent de 62,5 mios au compte 2016 à 59,7 mios au compte 2017. 36,4 mios sont versés au titre de la péréquation des ressources financée conjointement par les communes et le canton, 18,4 mios pour la compensation des charges financée intégralement par le canton, et 4,9 mios pour les cas de rigueur financés par le fonds de péréquation. La part nette à charge du canton se monte au total à 34,7 mios (-0,8 mio ou -2,2% par rapport à 2016).

Dédommagements à des collectivités publiques

Les dédommagements à des collectivités publiques atteignent 128,5 mios, soit 1,4 mio ou 1,0% en dessous du budget.

Les dédommagements sont principalement versés à d'autres cantons (104,3 mios, -1,6 mio ou -1,5%) avec, notamment :

- 47,7 mios pour la HES-SO ;
- 38,9 mios pour les universités ;
- 7,5 mios pour la formation professionnelle ;
- 8,0 mios pour la détention et les mesures hors canton.

En ce qui concerne les droits de mutations, le canton a reversé 19,5 mios aux communes au titre de l'impôt additionnel pour les mutations des immeubles sis sur leur territoire, soit 0,9 mio de plus que les prévisions budgétaires.

Es handelt sich hierbei um die ordentlichen Abschreibungen, die sich nach einer konstanten Praxis und den Empfehlungen des harmonisierten Rechnungslegungsmodells richten (HRM – siehe Anhang 2). Sie entsprechen im gewichteten Durchschnitt 16,2% des abzuschreibenden Restbuchwerts (ohne bedingt rückzahlbare Darlehen).

Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung

Die Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung belaufen sich auf 106,6 Mio. Franken und liegen 0,7 Mio. oder 0,6% unter dem Budget.

Die Rückerstattung von zwei Dritteln der Liegenschaftsgewinnsteuern sowie der Erbschafts- und Schenkungssteuern an die Gemeinden war mit 40,6 Mio. Franken um 0,1 Mio. tiefer als budgetiert und folgt der Entwicklung der entsprechenden Steuereinnahmen.

Die Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung beinhalten ebenfalls die Zahlung von 4,1 Mio. Franken in den Härteausgleichsfonds des interkantonalen Finanzausgleichs sowie die Zahlungen an die Gemeinden in der Höhe von 59,7 Mio. (-2,0 Mio.) im Rahmen des interkommunalen Finanzausgleichs.

Die interkommunalen Finanzausgleichszahlungen an die Gemeinden fallen von 62,5 Mio. Franken in der Rechnung 2016 auf 59,7 Mio. in der Rechnung 2017. Gemeinden und Kanton zahlen zusammen 36,4 Mio. für den Ressourcenausgleich. Der Lastenausgleich, der vollständig vom Kanton finanziert wird, schlägt mit 18,4 Mio. zu Buche. Die 4,9 Mio. für Härtefälle werden über den Ausgleichsfonds finanziert. Der Kantonsanteil beträgt netto 34,7 Mio. (-0,8 Mio. oder -2,2% gegenüber 2016).

Entschädigungen an Gemeinwesen

Die Entschädigungen an Gemeinwesen belaufen sich auf 128,5 Mio. Franken und sind somit 1,4 Mio. oder 1,0% tiefer als budgetiert.

Die Entschädigungen werden hauptsächlich an andere Kantone entrichtet (104,3 Mio., was -1,6 Mio. oder -1,5%), insbesondere :

- 47,7 Mio. Franken für die HES-SO ;
- 38,9 Mio. für die Universitäten ;
- 7,5 Mio. für die Berufsbildung ;
- 8,0 Mio. für die Haftanstalten und Massnahmen ausserhalb des Kantons.

Die für die Gemeinden erhobene Zusatzabgabe auf der Handänderungssteuer von 19,5 Mio. Franken wurde den Gemeinden überwiesen. Der Betrag fiel um 0,9 Mio. höher aus als budgetiert.

Subventions accordées

L'Etat du Valais a accordé 1,34 mrd de subventions sans caractère d'investissement, soit un montant conforme aux prévisions budgétaires (-0,3 mio).

La répartition des subventions accordées par domaine est présentée en annexe 3.

Si les subventions s'établissent globalement à un niveau très proche du budget 2017, quelques variations significatives sont observées dans certains domaines :

- enseignement spécialisé (+1,9 mio) : les dépenses se sont avérées plus importantes que prévues, notamment pour les institutions spécialisées, ainsi que pour les transports scolaires ;
- hautes écoles (-3,3 mios) : le principal reliquat provient en premier lieu des accords AHES et AES (-2,4 mios), en raison d'un nombre d'étudiants moindre. De son côté, le subventionnement des instituts universitaires s'inscrit en baisse de 0,9 mio ;
- santé publique (+8,0 mios) : le dépassement budgétaire provient principalement des hospitalisations hors canton (+5,0 mios), du financement hospitalier intracantonnel (+4,3 mios) et des EMS (+1,5 mio). Ces dépassements sont partiellement compensés par les reliquats des CMS (-1,1 mio) et de l'OCVS (-0,7 mio) ;
- assurances sociales (+5,3 mios) : la croissance des charges concerne les prestations complémentaires AVS (+2,4 mios) et AI (+0,9 mio), ainsi que les allocations familiales aux non-actifs (+1,6 mio) et s'explique par l'augmentation du nombre de cas ;
- aide à la jeunesse (-1,6 mio) : au niveau des institutions, la diminution s'explique notamment par l'augmentation des journées d'enfants non valaisans et par une ouverture de l'institution Mattini retardée. En sus, les placements hors canton se sont avérés inférieurs de 0,6 mio au montant budgété ;
- mesures chômage (-2,7 mios) : tant la participation cantonale aux frais de l'assurance chômage (-0,8 mio) que les mesures cantonales financées par le fonds cantonal pour l'emploi (-1,8 mio) sont en repli par rapport au budget ;
- entretien des cours d'eau (-1,7 mio) ;
- entretien des forêts et du paysage (-1,5 mio) : les écarts proviennent notamment de reports de projets dans les domaines des forêts protectrices et de la biodiversité.

Subventions redistribuées

Les subventions redistribuées se montent à 143,3 mios, supérieures de 1,6 mio ou 1,1% aux montants budgétés. Un montant correspondant figure dans les recettes.

Près de 90% de ces subventions concernent les paiements directs à l'agriculture (126,5 mios, +3,0 mios).

Eigene Beiträge

Der Staat Wallis hat Beiträge ohne Investitionscharakter in Höhe von 1,34 Mrd. Franken ausbezahlt, was dem Budget entspricht (-0,3 Mio.).

Die bereichsspezifische Aufteilung der eigenen Beiträge findet sich in Anhang 3.

Auch wenn sich die eigenen Beiträge allgemein sehr nah an den budgetierten Werten von 2017 bewegten, waren einige signifikante Abweichungen feststellbar :

- Sonderschulen (+1,9 Mio.) : Die Ausgaben waren höher als erwartet, insbesondere im Bereich der Sonderschulen und der Schülertransporte ;
- Hochschulen (-3,3 Mio.) : Der Budgetsaldo ist hauptsächlich auf die Vereinbarungen FHV und HFSV (-2,4 Mio.) zurückzuführen und steht im Zusammenhang mit der rückläufigen Anzahl Studierender. Die Subventionen für die universitären Institute lagen ebenfalls unter dem Budgetwert (-0,9 Mio.) ;
- Gesundheitswesen (+8,0 Mio.) : insbesondere zurückzuführen auf die ausserkantonalen Hospitalisierungen (+5,0 Mio.), die intrakantonale Spitalfinanzierung (+4,3 Mio.) und die Alters- und Pflegeheime (+1,5 Mio.). Diese Überschreitungen werden teilweise durch die Budgetsaldi bei den sozialmedizinischen Zentren (-1,1 Mio.) und bei der KWRO (-0,7 Mio.) kompensiert ;
- Sozialversicherungen (+5,3 Mio.) : Die Überschreitung steht in Zusammenhang mit der Zunahme der Zahl der Anspruchsberechtigten bei den Ergänzungsleistungen zur AHV (+2,4 Mio.) und zur IV (+0,9 Mio.) sowie bei den Familienzulagen für Nichterwerbstätige (+1,6 Mio.) ;
- Jugendhilfe (-1,6 Mio.) : Der Budgetsaldo bei den Institutionen lässt sich namentlich mit der Zunahme der Betreuungstage von ausserkantonalen Kindern sowie mit der späteren Eröffnung der Institution Mattini erklären. Zudem waren die Kosten für ausserkantonale Platzierungen 0,6 Mio. tiefer als budgetiert ;
- Massnahmen gegen die Arbeitslosigkeit (-2,7 Mio.) : Die kantonale Beteiligung an den Kosten der Arbeitslosenversicherung (-0,8 Mio.) und der Aufwand für die über den kantonalen Beschäftigungsfonds finanzierten kantonalen Massnahmen (-1,8 Mio.) waren tiefer als budgetiert ;
- Gewässerunterhalt (-1,7 Mio.) ;
- Unterhalt von Wald und Landschaft (-1,5 Mio.) : zurückzuführen insbesondere auf die Verschiebung von Projekten in den Bereichen Schutzwälder und Biodiversität.

Durchlaufende Beiträge

Die durchlaufenden Beiträge betragen 143,3 Mio. Franken, was 1,6 Mio. oder 1,1% höher ist als budgetiert. Sie sind durch Einnahmen in derselben Höhe gedeckt.

Fast 90% dieser Beiträge betreffen die Direktzahlungen für die Landwirtschaft (126,5 Mio., +3,0 Mio.).

Attributions aux financements spéciaux

Les attributions ordinaires aux financements spéciaux de 39,3 mios sont supérieures de 14,8 mios aux prévisions budgétaires. Elles sont effectuées en application des dispositions légales spécifiques à chaque fonds découlant de l'application de l'article 9 de la LGCAF.

L'évolution nette (attributions moins prélèvements) des financements spéciaux est présentée à l'annexe 4. Elle tient également compte des attributions et prélèvements extraordinaires détaillés au chapitre des charges et revenus extraordinaires.

Les principaux écarts dans l'évolution des fonds par rapport au budget sont les suivants (voir annexe 4):

- sécurité publique (-3,5 mios) : pour financer les dépenses supplémentaires octroyées au titre de versement de subventions d'investissement en faveur des communes dans le domaine de la lutte contre le feu, un prélèvement de 3,4 mios au fonds dudit domaine a été nécessaire ;
- aménagement et environnement (+1,5 mio) : en sus de l'attribution annuelle au fonds des dommages non assurables liée aux redevances hydroélectriques perçues (1,6 mio), la fortune du fonds d'entretien et de correction des cours d'eau a été virée, comme chaque quatre ans, audit fonds (2,2 mios) ;
- économie publique (+6,1 mios) : l'excédent de revenus du fonds cantonal pour l'emploi a été porté à la fortune de ce fonds (+2,7 mios), alors que l'excédent de produits de la délégation valaisanne de la Loterie Romande a permis une attribution de 2,4 mios aux fonds des loteries (+2,1 mios). Enfin, les reliquats laissés au niveau des investissements du domaine de l'énergie ont permis d'alimenter le fonds d'encouragement du Service de l'énergie et des forces hydrauliques à hauteur de 3,0 mios ;
- finances (+5,1 mios) : en application de la décision du Grand Conseil du 11 mars 2016 concernant l'utilisation de la part cantonale de la redevance sur le trafic des poids lourds liée aux prestations (RPLP), un compte de financement spécial au sens de l'article 9 de la LGCAF enregistre l'excédent de revenus ou de charges annuel. L'évolution de ce fonds est présentée dans l'annexe 7. En 2017, ce fonds augmente de 4,7 mios pour s'établir à 14,2 mios à la fin de l'exercice.

Einlagen in Spezialfinanzierungen

Die ordentlichen Einlagen in Spezialfinanzierungen belaufen sich auf 39,3 Mio. Franken und sind somit 14,8 Mio. höher als budgetiert. Sie werden gemäss den fondsspezifischen gesetzlichen Bestimmungen vorgenommen, die sich aus der Anwendung von Artikel 9 FHG ergeben.

Die Netto-Veränderungen der Spezialfinanzierungen (Einlagen minus Entnahmen) sind in Anhang 4 aufgeführt. Darin sind auch die ausserordentlichen Einlagen und Entnahmen berücksichtigt, die im Kapitel über den ausserordentlichen Aufwand und Ertrag detailliert aufgeführt sind.

Nachstehend die wichtigsten Abweichungen bei den Fonds gegenüber dem Budget (siehe Anhang 4):

- Öffentliche Sicherheit (-3,5 Mio.) : zur Finanzierung der zusätzlichen Investitionsbeiträge für die Gemeinden im Bereich Brandbekämpfung wurden dem entsprechenden Fonds 3,4 Mio. entnommen ;
- Umwelt und Raumplanung (+1,5 Mio.) : Neben der jährlichen Zuweisung eines Teils der Wasserzinsen an den Fonds für nicht versicherbare Elementarschäden (1,6 Mio.) wurde auch der Restsaldo des Fonds für Unterhalt und Korrektur der Gewässer – jeweils alle vier Jahre – an den Fonds für nicht versicherbare Elementarschäden übertragen (2,2 Mio.) ;
- Volkswirtschaft (+6,1 Mio.) : Der Ertragsüberschuss des kantonalen Beschäftigungsfonds wurde diesem Fonds zugewiesen (+2,7 Mio.) und der Einnahmenüberschuss der Walliser Delegation der Loterie Romande ermöglichte eine Einlage von 2,4 Mio. in den Loteriefonds (+2,1 Mio.). Schliesslich konnte der Energieförderungsfonds dank der Budgetsaldi bei den Energieinvestitionen um 3,0 Mio. erhöht werden ;
- Finanzen (+5,1 Mio.) : In Anwendung des Beschlusses des Grossen Rates vom 11. März 2016 über die Verwendung des Kantonsanteils an der leistungsabhängigen Schwerverkehrsabgabe (LSVA) wird der jährliche Aufwand- oder Ertragsüberschuss in einem Spezialfinanzierungskonto im Sinne von Artikel 9 FHG erfasst. Die Entwicklung dieses Fonds wird in Anhang 7 aufgezeigt. Er nahm 2017 um 4,7 Mio. zu und verfügte per Jahresende über 14,2 Mio.

Revenus d'exploitation

Betrieblicher Ertrag

(EN MILLIONS DE FRANCS)	BUDGET 2017	COMPTE RECHNUNG 2017	ECARTS DIFFERENZ 2017-B17	ECARTS EN % DIFFERENZ IN %	POIDS AUFTEILUNG 2017	(IN MILLIONEN FRANKEN)
40 Impôts	1'245.0	1'350.4	105.4	8.5%	41.1%	40 Steuern
41 Patentes, concessions	43.2	43.6	0.4	0.9%	1.3%	41 Patente und Konzessionen
43 Contributions	212.0	218.4	6.5	3.0%	6.6%	43 Entgelte
44 Parts recettes et contributions sans affectation	826.6	833.8	7.2	0.9%	25.4%	44 Anteile u. Beiträge ohne Zweckbindung
45 Dédommagements de collectivités publiques	141.6	156.9	15.4	10.9%	4.8%	45 Rückerstattungen von Gemeinwesen
46 Subventions acquises	499.8	488.3	-11.5	-2.3%	14.9%	46 Beiträge für eigene Rechnung
47 Subventions à redistribuer	141.7	143.3	1.6	1.1%	4.4%	47 Durchlaufende Beiträge
48 Prélèvements financements spéciaux ¹	46.6	51.0	4.4	9.3%	1.6%	48 Entnahmen aus Spezialfinanzierungen ¹
Total	3'156.4	3'285.7	129.3	4.1%	100.0%	Total

¹ LGCAF, art. 9

¹ FHG, Art. 9

Les revenus d'exploitation se montent à 3,29 mrd., supérieurs de 129,3 mios ou 4,1% au budget.

A l'exception des subventions acquises, en retrait de 11,5 mios par rapport au budget, tous les types de revenus d'exploitation participent à l'amélioration des résultats du compte 2017. Principales sources de revenus pour l'Etat, les recettes d'impôts s'avèrent supérieures de 105,4 mios aux prévisions budgétaires. Cette orientation à la hausse est accentuée, dans une moindre mesure, par les dédommagements de collectivités publiques (+15,4 mios), les parts à des recettes et contributions sans affectation (+7,2 mios), les contributions (+6,5 mios) et les prélèvements sur les financements spéciaux (+4,4 mios).

Les principales raisons de ces variations sont présentées en détail ci-après.

Impôts

Les recettes d'impôts s'avèrent supérieures aux montants escomptés lors de l'établissement du budget. En effet, celles-ci s'élèvent à 1,35 mrd., soit 105,4 mios ou 8,5% de plus qu'au budget (voir annexe 5).

L'augmentation des recettes fiscales provient essentiellement des impôts sur le revenu et la fortune (+38,9 mios ou +4,8%) et des impôts sur le bénéfice et le capital (+47,0 mios ou +38,9%). La progression de ces recettes fiscales s'explique par plusieurs facteurs, parmi lesquels l'enregistrement de recettes liées à des cas extraordinaires importants, la croissance du nombre de contribuables, aussi bien au niveau des personnes physiques que des personnes morales, l'augmentation du revenu moyen, ou encore, au niveau des impôts sur les personnes morales, les excellents résultats réalisés par les entreprises de nombreux secteurs d'activité.

Der betriebliche Ertrag beläuft sich auf 3,29 Mrd. Franken, was gegenüber dem Budget einer Zunahme um 129,3 Mio. oder 4,1% entspricht.

Mit Ausnahme der Beiträge für eigene Rechnung, die im Vergleich zum Budget um 11,5 Mio. tiefer ausfallen, tragen alle Arten von betrieblichem Ertrag zur Verbesserung der Rechnungsergebnisse 2017 bei. Die Steuereinnahmen, die Haupteinnahmequelle für den Staat, fallen um 105,4 Mio. höher aus als budgetiert. Dieser Aufwärtstrend wird in geringerem Masse durch die Rückerstattungen von Gemeinwesen (+15,4 Mio.), die Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung (+7,2 Mio.), die Entgelte (+6,5 Mio.) und die Entnahmen aus Spezialfinanzierungen (+4,4 Mio.) verstärkt.

Die wesentlichen Gründe für diese Abweichungen werden nachfolgend aufgeführt.

Steuern

Die Steuereinnahmen fallen höher aus als budgetiert. Sie belaufen sich auf 1,35 Mrd. Franken, was gegenüber dem Budget einer Zunahme um 105,4 Mio. oder 8,5% entspricht (siehe Anhang 5).

Die Zunahme bei den Steuereinnahmen ist hauptsächlich auf die Einkommens- und Vermögenssteuern (+38,9 Mio. oder +4,8%) sowie die Gewinn- und Kapitalsteuern (+47,0 Mio. oder +38,9%) zurückzuführen. Diese Zunahme ist verschiedenen Faktoren zuzuschreiben, darunter die Verbuchung von Einnahmen im Zusammenhang mit ausserordentlichen Einzelfällen, die Zunahme der Anzahl Steuerpflichtigen sowohl bei den natürlichen als auch bei den juristischen Personen, der Anstieg des Durchschnittseinkommens, oder auch – auf Ebene der Steuern der juristischen Personen – die ausgezeichneten Ergebnisse der Unternehmen in vielen Tätigkeitsbereichen.

A l'exception de l'impôt spécial sur les forces hydrauliques, en recul de 3,0 mios ou 3,4% par rapport au budget en raison des conditions hydrologiques et, dans une moindre mesure, de l'assainissement des cours d'eau, les autres recettes fiscales affichent des valeurs supérieures aux prévisions budgétaires. Ce constat se vérifie notamment au niveau des impôts sur les gains en capital (+11,4 mios), des droits de mutation et de timbre (+4,9 mios) et des impôts sur les successions et donations (+3,9 mios).

Patentes, concessions

Avec 43,6 mios, les recettes pour les patentes et concessions sont en ligne avec les estimations budgétaires (+0,4 mio ou +0,9%).

Les baisses des redevances du Rhône (-0,5 mio ou -6,1%), des recettes liées à l'extraction de graviers (-0,2 mio ou -12,3%), ainsi que des permis de chasse et de pêche (-0,1 mio ou -2,6%), sont compensées par la hausse de la part au bénéfice de la Loterie Romande (+1,0 mio ou +3,7%).

Les explications relatives à la part au bénéfice de la BNS touchée par le Canton du Valais en 2017 figurent au chapitre des charges et revenus extraordinaires.

Contributions

Les contributions atteignent 218,4 mios. Elles sont supérieures de 6,5 mios ou 3,0% au budget.

Ces recettes se répartissent en 90,4 mios d'émolements, 47,8 mios de dédommagements de tiers, 33,9 mios de redevances et autres contributions, 15,8 mios d'amendes, 10,5 mios de ventes, 9,8 mios d'écolages, 5,0 mios de prestations internes d'investissement, 3,4 mios de contributions de remplacement et 1,6 mio de taxes d'hébergement.

Parmi les principaux écarts par rapport au budget se retrouvent notamment :

- les contributions de l'Administration cantonale des finances (+4,7 mios), dont l'écart provient en majeure partie de recettes non budgétées liées à des liquidations de successions sans héritiers ;
- les contributions perçues par le Service de l'action sociale, dont la hausse de 1,5 mio s'explique essentiellement par la récupération de dépenses avancées pour le programme de formation et d'insertion à l'intention de personnes au bénéfice de l'aide sociale (RIESCO) ;
- les amendes de la Police cantonale, en retrait de 1,1 mio par rapport au budget ;
- les contributions perçues au Service de l'application des peines et mesures, dont l'augmentation de 3,4 mios est liée à une dévolution à l'Etat ;
- les prestations internes d'investissement, dont la baisse de 3,4 mios se retrouve également dans les reliquats des dépenses d'investissement.

Mit Ausnahme der besonderen Wasserkraftsteuer, die aufgrund der hydrologischen Bedingungen und, in geringerer Masse, aufgrund der Sanierung der Wasserläufe um 3,0 Mio. oder 3,4% tiefer ausfällt als budgetiert, sind die anderen Steuererträge höher als budgetiert. Diese Feststellung bestätigt sich vor allem bei den Vermögensgewinnsteuern (+11,4 Mio.), den Vermögensverkehrssteuern (+4,9 Mio.) und den Erbschafts- und Schenkungssteuern (+3,9 Mio.).

Patente und Konzessionen

Mit 43,6 Mio. Franken entsprechen die Einnahmen für Patente und Konzessionen dem Budget (+0,4 Mio. oder +0,9%).

Die Abnahme der Wasserzinsen der Rhone (-0,5 Mio. oder -6,1%), der Einnahmen für Kiesentnahmen (-0,2 Mio. oder -12,3%) sowie der Jagd- und Fische-reipatente (-0,1 Mio. oder -2,6%) werden durch einen höheren Anteil am Gewinn der Loterie Romande (+1,0 Mio. oder +3,7%) kompensiert.

Der Anteil 2017 des Kantons Wallis am Gewinn der SNB wird im Kapitel über den ausserordentlichen Aufwand und Ertrag erläutert.

Entgelte

Die Entgelte belaufen sich auf 218,4 Mio. Franken. Sie sind um 6,5 Mio. oder 3,0% höher als budgetiert.

Diese Einnahmen verteilen sich auf 90,4 Mio. Franken Gebühren, 47,8 Mio. Rückerstattungen Dritter, 33,9 Mio. Benützungsgebühren und andere Entgelte, 15,8 Mio. Bussen, 10,5 Mio. Verkäufe, 9,8 Mio. Schul-gelder, 5,0 Mio. Eigenleistungen für Investitionen, 3,4 Mio. Ersatzbeiträge und 1,6 Mio. Beherbergungs-taxen.

Die bedeutendsten Budgetabweichungen betreffen :

- die Beiträge der Kantonalen Finanzverwaltung (+4,7 Mio.), deren Differenz zum Grossteil von nicht budgetierten Einnahmen im Zusammenhang mit der Auflösung von erbenlosem Nachlass herrührt ;
- die von der Dienststelle für Sozialwesen erhobenen Beiträge, deren Zunahme um 1,5 Mio. sich im Wesentlichen durch den Eingang der Vorschüsse für das Ausbildungs- und Eingliederungsprogramm für Sozialhilfeempfänger (RIESCO) erklären lässt ;
- die Bussen der Kantonspolizei, die 1,1 Mio. tiefer ausfallen als budgetiert ;
- die bei der Dienststelle für Straf- und Massnahmen-vollzug erhobenen Beiträge, deren Zunahme um 3,4 Mio. mit einer Übertragung an den Staat im Zusammenhang steht ;
- die Eigenleistungen für Investitionen, deren Ab-nahme um 3,4 Mio. sich ebenfalls im Budgetsaldo der Investitionsausgaben niederschlägt.

Parts à des recettes et contributions sans affectation

Les parts à des recettes et contributions sans affectation s'élevèrent à 833,8 mio, supérieures de 7,2 mio ou 0,9% au budget. Représentant plus de 25% des revenus d'exploitation, ces recettes constituent la deuxième source de revenus la plus importante après les impôts pour le Canton du Valais (voir annexe 6).

En termes relatifs, la progression la plus importante est à signaler du côté de la part du Valais à l'impôt anticipé, laquelle boucle l'année 2017 sur un montant largement supérieur au budget (+3,8 mio ou +16,5%). La Confédération explique ce résultat, d'une part, par des rentrées plus élevées que prévu provenant en majeure partie des dividendes et, d'autre part, par des remboursements relativement faibles, probablement dus au fait que les entreprises diffèrent leurs demandes de remboursement en raison des taux d'intérêts négatifs.

Au niveau de la part cantonale à l'impôt fédéral direct (IFD), le constat est similaire à celui établi pour les impôts cantonaux. En effet, atteignant 69,1 mio au compte 2017, cette recette est supérieure aux attentes budgétaires (+8,1 mio ou +13,3%).

Les recettes provenant de la péréquation intercantonale (péréquation des ressources et compensation des charges) s'élevèrent au total à 667,4 mio et sont en ligne avec les valeurs inscrites au budget. Globalement, ces parts fédérales affichent une croissance de 56,8 mio ou 9,3% par rapport au compte 2016. Une partie de cette évolution s'explique par le fait que, pour la première fois en 2017, le Canton du Valais a touché des recettes compensatoires pour ses charges socio-démographiques (5,7 mio).

Enfin, la part du Canton du Valais à la RPLP se solde par une valeur supérieure au budget de 0,4 mio (+1,0%), alors que la part à l'impôt sur les huiles minérales s'inscrit en baisse de 5,3 mio (-16,6%), amoindrie, d'une part, par une correction de répartition rétroactive, et, d'autre part, par le développement de moteurs plus efficaces, l'utilisation accrue de biocarburants exonérés d'impôt et la force du franc.

Dédommagements de collectivités publiques

Les dédommagements de collectivités publiques atteignent 156,9 mio, soit 15,4 mio ou 10,9% de plus qu'au budget.

L'évolution de ce compte s'explique principalement par :

- l'augmentation des forfaits versés par la Confédération pour l'accueil et le suivi des demandeurs d'asile et des réfugiés reconnus (+12,5 mio) ;
- les contributions communales du Service de la mobilité (+1,2 mio), en lien avec l'entretien des routes en intérieur de localités notamment.

A contrario, le report d'une partie des charges d'exploitation du réseau POLYCOM sur les communes étant actuellement en discussion, aucune recette n'a

Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung

Die Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung betragen 833,8 Mio. Franken, was um 7,2 Mio. oder 0,9% höher ist als budgetiert. Nach den Steuern stellt diese Kategorie die zweitgrösste Einnahmequelle für den Kanton Wallis dar und macht über 25% des betrieblichen Ertrags aus (siehe Anhang 6).

In relativen Zahlen ist die grösste Zunahme beim Anteil des Wallis an der Verrechnungssteuer zu verzeichnen, die im Jahr 2017 höher ausfällt als budgetiert (+3,8 Mio. oder +16,5%). Der Bund erklärt dieses Ergebnis einerseits durch höhere Einnahmen als vorgesehen, die zum Grossteil aus den Dividenden stammen, und andererseits durch relativ geringe Rückerstattungen, die möglicherweise darauf zurückzuführen sind, dass die Unternehmen ihre Rückerstattungsge-suche aufgrund der Negativzinsen verschieben.

Beim Kantonsanteil an der direkten Bundessteuer (DB) sieht es ähnlich aus wie bei den Kantonssteuern. In der Rechnung 2017 beläuft sich diese Einnahme nämlich auf 69,1 Mio. Franken und ist damit höher als budgetiert (+8,1 Mio. oder +13,3%).

Die Einnahmen aus dem interkantonalen Finanzausgleich (Ressourcenausgleich und Lastenausgleich) betragen insgesamt 667,4 Mio. Franken und entsprechen dem Budget. Global gesehen sind diese Bundesanteile um 56,8 Mio. oder 9,3% höher als in der Rechnung 2016. Ein Teil dieser Entwicklung lässt sich dadurch erklären, dass der Kanton Wallis 2017 zum ersten Mal einen sozio-demografischen Lastenausgleich erhalten hat (5,7 Mio.).

Der Anteil des Kantons Wallis an der LSVA schliesslich fällt 0,4 Mio. (+1,0%) höher aus als budgetiert, während der Anteil an der Mineralölsteuer um 5,3 Mio. (-16,6%) abnimmt. Diese Abnahme ist einerseits auf eine rückwirkende Korrektur der Aufteilung und andererseits auf die Entwicklung effizienterer Motoren, die zunehmende Verwendung von nicht besteuerten Biotreibstoffen und die Frankenstärke zurückzuführen.

Rückerstattungen von Gemeinwesen

Die Rückerstattungen von Gemeinwesen belaufen sich auf 156,9 Mio. Franken, was gegenüber dem Budget einer Zunahme um 15,4 Mio. oder 10,9% entspricht.

Die Entwicklung dieses Bereichs lässt sich hauptsächlich erklären durch :

- die Zunahme der vom Bund gewährten Pauschalbeiträge für die Aufnahme und Betreuung der Asylbewerber und anerkannter Flüchtlinge (+12,5 Mio.);
- die Gemeindebeiträge der Dienststelle für Mobilität (+1,2 Mio.), namentlich im Zusammenhang mit dem Strassenunterhalt innerorts.

Da die Übertragung eines Teils der Betriebsausgaben des POLYCOM-Netzes auf die Gemeinden gegenwärtig diskutiert wird, wurde 2017 keine diesbezügliche Ein-

été enregistrée à ce titre en 2017. Ceci explique l'essentiel du manque de recettes présenté par la Police cantonale au compte (-0,6 mio).

Subventions acquises

Les subventions acquises représentent 488,3 mios, soit 11,5 mios ou 2,3% de moins qu'au budget. L'évolution de cette rubrique, détaillée par domaine, est présentée en annexe 8. Globalement, l'évolution de ce compte est liée à l'évolution des dépenses.

Les subventions fédérales (236,4 mios ou -1,6 mio) servent principalement à financer la réduction des primes d'assurance-maladie (104,7 mios ou -0,3 mio), les prestations complémentaires AVS/AI (40,8 mios ou +2,5 mios), la formation professionnelle (26,7 mios ou -1,3 mio) et les offices régionaux de placement (18,3 mios ou -0,3 mio). Dans cette catégorie de subventions, outre les écarts susmentionnés, une diminution sensible est enregistrée pour les routes nationales (-1,5 mio ou -18,9%). Ces subventions sont en lien direct avec les charges de personnel, également inférieures au budget.

Les subventions acquises des communes se montent quant à elles à 232,9 mios, en diminution de 6,6 mios ou 2,8% par rapport au budget. Les principales diminutions sont recensées dans les domaines de l'enseignement spécialisé (-2,2 mios ou -11,8%), de l'aide à la jeunesse (-2,0 mios ou -40,4%), de l'action sociale (-1,8 mio ou -5,2%) et de la géoinformation (-1,1 mio ou -37,2%). En revanche, les subventions acquises des communes pour l'enseignement obligatoire (+1,3 mio ou +1,3%) et les assurances sociales (+1,0 mio ou +5,1%) affichent des valeurs supérieures aux prévisions budgétaires.

Subventions à redistribuer

Les subventions à redistribuer se montent à 143,3 mios et sont supérieures de 1,6 mio ou 1,1% aux montants budgétisés.

Pour ces subventions, l'Etat ne fait qu'office de boîte aux lettres. Elles proviennent de la Confédération pour 134,6 mios, essentiellement pour les paiements directs dans l'agriculture (126,5 mios, +3,0 mios ou +2,4%).

Des subventions à redistribuer sont également financées par les cantons (8,8 mios) pour la formation universitaire à distance.

Prélèvements sur les financements spéciaux

Les prélèvements sur les financements spéciaux de 51,0 mios sont effectués en application des dispositions légales spécifiques à chaque fonds découlant de l'application de l'article 9 de la LGCAF.

Les commentaires concernant ces prélèvements ont été faits conjointement avec les attributions. Ils figurent dans le chapitre des charges d'exploitation.

nahme verbucht. Dadurch lässt sich der Grossteil der fehlenden Einnahmen der Kantonspolizei in der Rechnung erklären (-0,6 Mio.).

Beiträge für eigene Rechnung

Die Beiträge für eigene Rechnung belaufen sich auf 488,3 Mio. Franken und sind damit 11,5 Mio. oder 2,3% tiefer als budgetiert. Die Entwicklung dieser Rubrik nach Bereichen findet sich in Anhang 8. Die Veränderung hängt weitgehend mit der Entwicklung der Ausgaben zusammen.

Die Bundesbeiträge (236,4 Mio. oder -1,6 Mio.) dienen hauptsächlich der Finanzierung der Verbilligung der Krankenkassenprämien (104,7 Mio. oder -0,3 Mio.), der Ergänzungsleistungen zur AHV/IV (40,8 Mio. oder +2,5 Mio.), der Berufsbildung (26,7 Mio. oder -1,3 Mio.) und der Regionalen Arbeitsvermittlungszentren (18,3 Mio. oder -0,3 Mio.). In dieser Kategorie von Beiträgen ist nebst den genannten Abweichungen eine merkliche Abnahme bei den Nationalstrassen zu verzeichnen (-1,5 Mio. oder -18,9%). Diese Beiträge stehen im direkten Zusammenhang mit dem Personalaufwand, der ebenfalls tiefer ausfällt als budgetiert.

Die Gemeindebeiträge ihrerseits betragen 232,9 Mio. Franken, das heisst 6,6 Mio. oder 2,8% weniger als budgetiert. Die hauptsächlichsten Abnahmen sind in den Bereichen Sonderschulen (-2,2 Mio. oder -11,8%), Jugendhilfe (-2,0 Mio. oder -40,4%), Sozialwesen (-1,8 Mio. oder -5,2%) und Geoinformation (-1,1 Mio. oder -37,2%) zu verzeichnen. Die Beiträge der Gemeinden für die obligatorische Schule (+1,3 Mio. oder +1,3%) und die Sozialversicherungen (+1,0 Mio. oder +5,1%) hingegen fallen höher aus als budgetiert.

Durchlaufende Beiträge

Die durchlaufenden Beiträge belaufen sich auf 143,3 Mio. Franken und sind somit 1,6 Mio. oder 1,1% höher als budgetiert.

Für diese Beiträge übernimmt der Kanton lediglich die Rolle eines Briefkastens. 134,6 Mio. Franken davon stammen vom Bund, hauptsächlich für die Direktzahlungen an die Landwirtschaft (126,5 Mio., +3,0 Mio. oder +2,4%).

Für die universitären Fernstudien überweisen die Kantone ebenfalls durchlaufende Beiträge (8,8 Mio.).

Entnahmen aus Spezialfinanzierungen

Die Entnahmen aus Spezialfinanzierungen in Höhe von 51,0 Mio. Franken werden gemäss den fondsspezifischen gesetzlichen Bestimmungen vorgenommen, die sich aus der Anwendung von Artikel 9 FHG ergeben.

Die Kommentare bezüglich dieser Entnahmen wurden zusammen mit den Einlagen gemacht. Sie sind im Kapitel «Betrieblicher Aufwand» zu finden.

Charges et revenus financiers

Finanzaufwand und -ertrag

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2016	BUDGET 2017	COMPTE RECHNUNG 2017	ECARTS DIFFERENZ 2017-B17	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Charges financières					Finanzaufwand
32 Intérêts passifs	29.9	28.8	28.6	-0.1	32 Passivzinsen
Revenus financiers					Finanzertrag
42 Revenus des biens	58.1	65.4	81.4	16.0	42 Vermögensertrag
Résultat d'activités de financement	28.2	36.7	52.8	16.1	Ergebnis aus Finanzierung

Les charges et revenus financiers dégagent un excédent de revenus de 52,8 mios, supérieur de 16,1 mios au budget.

Aus dem Finanzaufwand und -ertrag resultiert ein Ertragsüberschuss von 52,8 Mio. Franken, was gegenüber dem Budget einer Zunahme um 16,1 Mio. entspricht.

Charges financières

Les intérêts passifs s'élèvent à 28,6 mios, ce qui correspond à une diminution de 0,1 mio ou 0,5% en comparaison avec le budget.

Finanzaufwand

Die Passivzinsen betragen 28,6 Mio. Franken und sind gegenüber dem Budget um 0,1 Mio. oder 0,5% tiefer ausgefallen.

D'un montant de 24,2 mios au compte 2017 (égal au budget), les intérêts sur les dettes à moyen et long terme constituent la majeure partie des charges financières. Ces charges sont liées aux emprunts auprès de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat du Valais (CPVAL).

Mit einem Betrag von 24,2 Mio. Franken in der Rechnung 2017 (gleich wie im Budget) stellen die Zinsen der mittel- und langfristigen Schulden den grössten Teil des Finanzaufwands dar. Dieser Aufwand hängt mit den Anleihen bei der Pensionskasse des Staates Wallis (PKWAL) zusammen.

Revenus financiers

Les revenus des biens atteignent 81,4 mios, en augmentation de 16,0 mios ou de 24,4% par rapport au budget.

Finanzertrag

Die Vermögenserträge erreichen 81,4 Mio. Franken, was gegenüber dem Budget einer Zunahme um 16,0 Mio. oder 24,4% entspricht.

Cette augmentation provient notamment des revenus des participations permanentes, en hausse de 7,2 mios par rapport au budget, ainsi que des intérêts sur créances et rachats d'actes de défauts de biens au Service cantonal des contributions (+4,7 mios). Les plus-values sur les éléments du patrimoine financier se chiffrent quant à elles à 3,2 mios au compte 2017, contre 0,5 mio au budget (+2,7 mios).

Cette augmentation est due à des revenus des participations permanentes, qui sont supérieurs de 7,2 Mio. Franken au budget, ainsi qu'à des intérêts sur créances et rachats d'actes de défauts de biens au Service cantonal des contributions (+4,7 Mio.). Les plus-values sur les éléments du patrimoine financier se chiffrent quant à elles à 3,2 Mio., contre 0,5 Mio. au budget (+2,7 Mio.).

Charges et revenus extraordinaires

Ausserordentlicher Aufwand und Ertrag

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2016	BUDGET 2017	COMPTE RECHNUNG 2017	ECARTS DIFFERENZ 2017-B17	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Charges extraordinaires	160.6	83.3	251.1	167.8	Ausserordentlicher Aufwand
33 Amort. du patrimoine administratif	34.0	63.3	55.4	-7.9	33 Abschreib. Verwaltungsvermögen
33 Amort. des découverts comptables	41.8	-	-	-	33 Abschreib. der buchm. Fehlbeträge
38 Attributions financements spéciaux ¹	76.3	20.0	180.0	160.0	38 Einlagen in Spezialfinanzierungen ¹
38 Attributions préfinancement des dépenses ²	8.5	-	15.6	15.6	38 Einlagen in Aufwandsvorfinanz. ²
Revenus extraordinaires	67.6	39.7	70.1	30.4	Ausserordentlicher Ertrag
41 Patentes, concessions	26.8	-	46.5	46.5	41 Patente und Konzessionen
42 Revenus des biens	15.8	1.5	-	-1.5	42 Vermögensertrag
48 Prélèvements financements spéciaux ¹	21.9	38.2	21.6	-16.6	48 Entnahmen aus Spezialfinanzierungen ¹
48 Prélèvements préfinan. des dépenses ²	3.1	-	2.1	2.1	48 Entnahmen aus Aufwandsvorfinanz. ²
Résultat d'activités extraordinaires	-93.0	-43.6	-181.0	-137.4	Ausserordentliches Ergebnis

¹ LGCAF, art. 9

² LGCAF, art. 22 al. 3 et 4

¹ FHG, Art. 9

² FHG, Art. 22 Abs. 3 und 4

Les charges et revenus extraordinaires génèrent un excédent de charges de 181,0 mios.

Les charges et revenus extraordinaires comprennent les amortissements, les attributions et prélèvements aux financements spéciaux et les autres revenus extraordinaires présentés ci-après.

Amortissements du patrimoine administratif

La LGCAF mentionne à l'article 14 que des amortissements supplémentaires doivent être opérés dans la mesure où la situation financière et la conjoncture le permettent. Sans créer d'excédent de charges, des amortissements supplémentaires de 36,9 mios ont pu être enregistrés au compte 2017.

Les charges extraordinaires comprennent également la part complémentaire nécessaire à un amortissement intégral des investissements financés par des prélèvements sur les fonds de préfinancement (1,2 mio) ou par des prélèvements sur le fonds de financement des grands projets d'infrastructures du XXI^e siècle et sur le fonds de financement de la 3^e correction du Rhône (17,4 mios).

Attributions aux financements spéciaux

Le compte 2017 se soldant par des résultats excédentaires, des attributions extraordinaires aux financements spéciaux ont pu être réalisées sans toutefois entraîner d'insuffisance de financement ou d'excédent de charges. Ainsi, dans sa vision tournée vers l'avenir et ses nombreux projets et défis, le Conseil d'Etat a décidé d'attribuer une dotation extraordinaire de 100,0 mios au fonds des grands projets d'infrastructures du XXI^e siècle. La fortune de ce dernier se monte à 298,0 mios au 31 décembre 2017.

Der ausserordentliche Aufwand und Ertrag weist einen Aufwandüberschuss von 181,0 Mio. Franken auf.

Der ausserordentliche Aufwand und Ertrag umfasst die Abschreibungen, die Einlagen und Entnahmen bei den Spezialfinanzierungen sowie die anderen ausserordentlichen Erträge, wie nachstehend dargelegt.

Abschreibungen des Verwaltungsvermögens

Das FHG hält in Artikel 14 fest, dass zusätzliche Abschreibungen vorzunehmen sind, soweit es die Finanz- und Wirtschaftslage erlauben. Ohne einen Aufwandüberschuss zu bilden, konnten in der Rechnung 2017 zusätzliche Abschreibungen von 36,9 Mio. Franken vorgenommen werden.

Der ausserordentliche Aufwand enthält auch den zusätzlichen Anteil für eine vollständige Abschreibung der Investitionen, die durch Entnahmen aus den Vorfinanzierungsfonds (1,2 Mio.) oder durch Entnahmen aus dem Fonds zur Finanzierung der Infrastruktur-grossprojekte des 21. Jahrhunderts und dem Fonds zur Finanzierung der 3. Rhonekorrektur (17,4 Mio.) finanziert wurden.

Einlagen in Spezialfinanzierungen

Da die Rechnung 2017 mit einem positiven Ergebnis schliesst, waren ausserordentliche Einlagen in Spezialfinanzierungen möglich, ohne dass dabei ein Finanzierungsfehlbetrag oder Aufwandüberschuss resultiert. Mit seiner zukunftsorientierten Strategie und angesichts seiner zahlreichen Projekte und Herausforderungen hat der Staatsrat beschlossen, dem Fonds zur Finanzierung der Infrastruktur-grossprojekte des 21. Jahrhunderts ausserordentlich 100,0 Mio. Franken zuzuweisen. Am 31. Dezember 2017 beträgt dessen Fondsvermögen 298,0 Mio.

Compte tenu des recettes supplémentaires perçues, une alimentation de 30,0 mios (+10,0 mios) au fonds de compensation des fluctuations de recettes a également pu être réalisée en 2017, portant l'avoir dudit fonds à 118,9 mios au 31 décembre 2017.

Enfin, une attribution de 50,0 mios au fonds LIEP est enregistrée au compte 2017, en analogie à la provision prévue au budget 2018 au titre de prestations de vieillesse à charge de l'employeur pour financer les engagements pris.

Patentes, concessions

Alors que, par prudence, aucune part au bénéfice de la BNS n'avait été budgétée en 2017, les résultats réalisés par la Banque nationale en 2016 ont permis une distribution de 1 mrd à la Confédération et aux cantons. Le solde de la réserve pour distributions futures ayant dépassé la barre des 20,0 mrd, le bénéfice porté au bilan de la BNS à fin 2016 a permis une distribution supplémentaire de 0,7 mrd à la Confédération et aux cantons. Au total, en 2017, le Valais a par conséquent touché 46,5 mios au titre de part au bénéfice de la BNS.

Prélèvements sur les financements spéciaux

Les prélèvements sur les financements spéciaux de 21,6 mios concernent majoritairement le fonds de financement des grands projets d'infrastructures du XXI^e siècle (13,3 mios), notamment utilisé pour financer les investissements du Campus Energypolis (1,9 mio) et la stratégie informatique (11,4 mios).

Les autres prélèvements sont liés aux investissements pour la 3^e correction du Rhône, pour lesquels un montant de 8,3 mios a été financé par le fonds y relatif.

Préfinancement des dépenses

Les fonds de préfinancement des investissements sont réglementés par l'article 22 alinéa 3 de la LGCAF : « Si les moyens prévus dans le budget d'investissement pour une acquisition ou la réalisation d'un projet défini dans les mandats de prestations ne sont pas totalement utilisés à la fin d'un exercice comptable, ceux-ci peuvent être affectés à un compte de financement spécial dans le but d'un préfinancement des dépenses. Le prélèvement sur le compte de financement spécial intervient lorsque l'acquisition ou le projet est mis en œuvre ou supprimé des mandats de prestations. Les comptes de financement spéciaux sont dans tous les cas limités à la période de compensation de trois ans par projet. »

Le compte 2017 enregistre des prélèvements pour 2,1 mios pour des projets budgétisés les années précédentes et réalisés en 2017. A l'inverse, des attributions de 14,3 mios ont été effectuées. Le détail est présenté en annexe 9.

Les fonds de préfinancement des investissements se montent à 22,6 mios à fin 2017.

Unter Berücksichtigung der zusätzlich erzielten Einnahmen konnte 2017 ausserdem dem Kompensationsfonds für Ertragsschwankungen 30,0 Mio. (+10,0 Mio.) zugewiesen werden, womit das Fondsvermögen am 31. Dezember 2017 auf 118,9 Mio. ansteigt.

In der Rechnung 2017 erfolgte ausserdem eine Zuweisung von 50,0 Mio. an den GSVE-Fonds, anlog der im Budget 2018 vorgesehenen Rückstellung für Altersleistungen zulasten des Arbeitgebers zur Finanzierung eingegangener Verpflichtungen.

Patente und Konzessionen

Während 2017 gemäss dem Vorsichtsprinzip kein Anteil am Gewinn der SNB budgetiert wurde, haben die Ergebnisse 2016 der Nationalbank ermöglicht, dem Bund und den Kantonen 1 Mrd. Franken auszuschütten. Da der Saldo der Ausschüttungsreserve die Schwelle von 20,0 Mrd. überschritten hat, konnten dem Bund und den Kantonen aufgrund des Bilanzgewinns der SNB Ende 2016 zusätzliche 0,7 Mrd. ausgeschüttet werden. Das Wallis erhielt 2017 insgesamt 46,5 Mio. am Gewinnanteil der SNB.

Entnahmen aus Spezialfinanzierungen

Die Entnahmen aus Spezialfinanzierungen von 21,6 Mio. Franken betreffen grösstenteils den Fonds zur Finanzierung der Infrastrukturgrossprojekte des 21. Jahrhunderts (13,3 Mio.), die für die Investitionsfinanzierung des Energypolis-Campus (1,9 Mio.) und die Informatikstrategie (11,4 Mio.) verwendet wurden.

Die anderen Entnahmen stehen mit den Investitionen für die 3. Rhonekorrektur im Zusammenhang, für die 8,3 Mio. durch den entsprechenden Fonds finanziert wurden.

Aufwandsvorfinanzierung

Der Fonds zur Vorfinanzierung von Investitionen ist in Artikel 22 Absatz 3 FHG geregelt: « Wurden die im Investitionsbudget vorgesehenen Geldmittel zur Beschaffung oder zur Realisierung der in den Leistungsaufträgen festgelegten Vorhaben auf Ende des Rechnungsjahres nicht voll ausgeschöpft, können sie im Sinne einer Vorfinanzierung einem Spezialfinanzierungskonto zugewiesen werden. Die Entnahme aus dem Spezialfinanzierungskonto erfolgt mit der tatsächlichen Beschaffung oder Verwirklichung der Leistung oder durch deren Verzicht im Leistungsauftrag. Die Spezialfinanzierungskonti sind in jedem Fall auf eine Ausgleichsperiode von drei Jahren pro Projekt beschränkt. »

Die Rechnung 2017 verzeichnet Entnahmen von 2,1 Mio. Franken für Projekte, die in den Vorjahren budgetiert worden waren und 2017 realisiert wurden. Andererseits wurden Einlagen von 14,3 Mio. getätigt. Detaillierte Angaben sind Anhang 9 zu entnehmen.

Ende 2017 betragen die Fonds zur Vorfinanzierung von Investitionen insgesamt 22,6 Mio. Franken.

En application de l'article 22 alinéa 4 de la LGCAF, des attributions totalisant au cumul 1,3 mio ont également été enregistrées pour la réalisation de prestations entrant dans le cadre d'une convention-programme conclue avec la Confédération.

In Anwendung von Artikel 22 Absatz 4 FHG wurden insgesamt 1,3 Mio. Franken für die Realisierung von Leistungen im Zusammenhang mit einer Leistungsvereinbarung des Bundes zugewiesen.

Compte des investissements

Investitionsrechnung

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2016	BUDGET 2017	COMPTE RECHNUNG 2017	ECARTS DIFFERENZ 2017-B17	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Investissements nets par catégorie	149.4	226.9	202.4	-24.4	Nettoinvestitionen pro Kategorie
Investissements de l'Etat	67.0	114.8	84.8	-30.1	Investitionen des Staates
Participations aux investissements de tiers	67.2	93.0	105.2	12.2	Beteiligungen an Investitionen Dritter
Prêts et participations permanentes	15.2	19.0	12.5	-6.6	Darlehen und Beteiligungen
Dépenses	496.3	616.0	472.6	-143.5	Ausgaben
50 Investissements propres	274.3	405.5	259.4	-146.1	50 Eigene Investitionen
52 Prêts et participations permanentes	111.3	60.7	52.1	-8.6	52 Darlehen und Beteiligungen
56 Subventions accordées	97.3	137.4	148.0	10.6	56 Eigene Beiträge
57 Subventions redistribuées	13.3	12.4	13.0	0.6	57 Durchlaufende Beiträge
Recettes	347.0	389.1	270.1	-119.0	Einnahmen
60 Transferts au patrimoine financier	0.2	-	4.8	4.8	60 Übertrag ins Finanzvermögen
62 Remb. de prêts et participations	93.0	38.1	39.6	1.5	62 Rückzahl. Darlehen u. Beteiligungen
63 Facturation à des tiers	0.0	-	-	-	63 Rückerstattungen für Sachgüter
64 Remb. de subventions accordées	0.3	0.2	0.4	0.2	64 Rückzahlung von eigenen Beiträgen
66 Subventions acquises	240.1	338.4	212.4	-126.0	66 Beiträge für eigene Rechnung
67 Subventions à redistribuer	13.3	12.4	13.0	0.6	67 Durchlaufende Beiträge
Investissements nets	149.4	226.9	202.4	-24.4	Nettoinvestitionen

Investissements nets

Les investissements nets atteignent 202,4 mios, soit 24,4 mios ou 10,8% de moins que le budget.

Investissements bruts

Au niveau brut, les dépenses d'investissement se montent à 472,6 mios, soit 143,5 mios ou 23,3% en dessous des prévisions budgétaires, et 23,8 mios ou 4,8% en dessous de l'année précédente. Le manco provient pour l'essentiel des projets de construction des routes et de la correction du Rhône.

Les tableaux en annexe présentent l'ensemble des investissements par domaine, au brut et au net (voir annexes 10, 11 et 12). Les principaux projets d'investissement par catégorie sont commentés ci-après.

Investissements de l'Etat

En 2017, l'Etat a investi 84,8 mios net pour ses infrastructures, soit 30,1 mios ou 26,2% de moins que les prévisions budgétaires (voir annexe 10).

Le volume brut d'investissements est de 259,4 mios. Il est inférieur de 146,1 mios ou 36,0% au montant bud-

Nettoinvestitionen

Die Nettoinvestitionen belaufen sich auf 202,4 Mio. Franken und sind um 24,4 Mio. oder 10,8% tiefer ausgefallen als budgetiert.

Bruttoinvestitionen

Die Bruttoinvestitionen belaufen sich auf 472,6 Mio. Franken, also 143,5 Mio. oder 23,3% tiefer als budgetiert, und 23,8 Mio. oder 4,8% tiefer als im Vorjahr. Die Differenz ist im Wesentlichen auf Projekte in den Bereichen Strassenbau und Rhonekorrektur zurückzuführen.

Aus den Tabellen im Anhang gehen die gesamten Brutto- und Nettoinvestitionen pro Bereich (siehe Anhänge 10, 11 und 12) hervor. Die Hauptinvestitionsprojekte werden untenstehend nach Kategorie kommentiert.

Investitionen des Staates

2017 hat der Staat 84,8 Mio. Franken netto in seine Infrastrukturen investiert, das heisst 30,1 Mio. oder 26,2% weniger als budgetiert (siehe Anhang 10).

Das Brutto-Investitionsvolumen beträgt 259,4 Mio. Franken. Es ist 146,1 Mio. oder 36,0% tiefer als budgetiert und

gétisé et se décline en 169,6 mios de routes (65,4%), 34,7 mios d'immeubles (13,4%), 29,5 mios de travaux de correction du Rhône (11,4%) et 25,7 mios de mobilier et autres investissements en équipement (9,9%).

Les investissements de 126,5 mios pour les routes nationales (-68,6 mios ou -35,1%) sont inférieurs aux prévisions budgétaires. Les travaux planifiés n'ont pas pu être réalisés complètement.

Les travaux pour la 3^e correction du Rhône de 29,5 mios sont également moins importants que prévus (-15,2 mios ou -34,1%). L'avancement des mesures a été moins rapide que prévu, du fait de la mise en place de la nouvelle structure de l'Office et de la complexité des procédures nécessaires au démarrage des travaux. De plus, les coûts des travaux sont inférieurs aux devis.

Il en est de même avec les routes cantonales. Le Gouvernement et le Parlement ont décidé, lors du budget 2017, de mettre la priorité sur les routes cantonales: un montant de 71,2 mios était attribué à ce domaine, soit plus du double de l'année précédente. Les investissements réalisés se montent au final à 43,1 mios, soit 28,2 mios en dessous des prévisions budgétaires. Ils sont toutefois supérieurs de 13,2 mios aux travaux réalisés en 2016. Le reliquat provient principalement du chantier du tunnel des Evouettes. Des comptes de préfinancement des dépenses ont été créés pour effectuer les travaux non réalisés au cours des prochaines années.

Au chapitre des immeubles propriétés de l'Etat, le budget initial prévoyait des investissements pour 46,2 mios bruts. Durant l'année, le Grand Conseil a accordé un supplément de 6,6 mios pour l'achat de terrains et de bâtiments à l'Agroscope à Conthey. Les investissements réalisés se montent au final à 34,7 mios.

Les autres investissements de 15,5 mios bruts concernent essentiellement la stratégie informatique (11,4 mios).

En application de l'article 22 alinéa 3 de la loi sur la gestion et le contrôle administratifs et financiers, les moyens non utilisés à hauteur de 14,3 mios ont été affectés à des fonds de préfinancement des investissements en vue de leur utilisation les prochaines années.

Participations aux investissements de tiers

Les participations aux investissements de tiers se montent à 105,2 mios au net, soit 12,2 mios ou 13,1% de plus que les prévisions budgétaires (voir annexe 11). Elles se composent de dépenses brutes de 161,0 mios (+50,4 mios par rapport au compte 2016), couvertes par des recettes de 55,8 mios.

Ces participations comprennent le versement de subventions d'investissement de 30,2 mios en faveur des communes et des institutions paraétatiques pour lesquelles un décompte final a été établi.

setzt sich wie folgt zusammen: 169,6 Mio. für Strassen (65,4%), 34,7 Mio. für Liegenschaften (13,4%), 29,5 Mio. für Arbeiten an der Rhonekorrektio n (11,4%) und 25,7 Mio. für Mobiliar und andere Investitionen (9,9%).

Die Investitionen von 126,5 Mio. für die Nationalstrassen fallen tiefer aus als budgetiert (-68,6 Mio. oder -35,1%). Die geplanten Arbeiten konnten nicht vollständig realisiert werden.

Die Arbeiten für die 3. Rhonekorrektio n von 29,5 Mio. sind ebenfalls geringer ausgefallen als vorgesehen (-15,2 Mio. oder -34,1%). Die Massnahmen konnten während dem Aufbau der neuen Amtsstruktur und der Komplexität der Verfahren vor dem Arbeitsbeginn weniger schnell als vorgesehen realisiert werden. Ausserdem sind die Kosten der Arbeiten gegenüber den Offerten tiefer ausgefallen.

Dasselbe gilt für die Kantonsstrassen. Die Regierung und das Parlament haben bei der Erstellung des Budgets 2017 beschlossen, die Priorität auf die Kantonsstrassen zu setzen. Diesem Bereich wurden 71,2 Mio., also mehr als doppelt so viel wie im Vorjahr, zugewiesen. Die getätigten Investitionen belaufen sich letzten Endes auf 43,1 Mio., also 28,2 Mio. weniger als budgetiert. Sie sind dennoch 13,2 Mio. höher als in 2016. Der Restbetrag rührt vor allem von der Baustelle des Tunnels Les Evouettes her. Es wurden Spezialfinanzierungskonten zur Vorfinanzierung geschaffen, um die nicht realisierten Arbeiten in den nächsten Jahren ausführen zu können.

Im Kapitel der Gebäude im Eigentum des Staates waren im anfänglichen Budget Bruttoinvestitionen von 46,2 Mio. vorgesehen. Im Laufe des Jahres hat der Grosse Rat zusätzliche 6,6 Mio. für den Kauf von Land und Gebäuden beim Agroscope in Conthey gewährt. Die getätigten Investitionen belaufen sich letztlich auf 34,7 Mio.

Die anderen Bruttoinvestitionen von 15,5 Mio. betreffen im Wesentlichen die Informatikstrategie (11,4 Mio.).

In Anwendung von Artikel 22 Absatz 3 des Gesetzes über die Geschäftsführung und den Finanzhaushalt des Kantons und deren Kontrolle wurden die nicht verwendeten Mittel von 14,3 Mio., hinsichtlich einer Verwendung in den nächsten Jahren, in Fonds zur Vorfinanzierung von Investitionen zugewiesen.

Beteiligungen an Investitionen Dritter

Die Netto-Beteiligungen an Investitionen Dritter belaufen sich auf 105,2 Mio. und sind um 12,2 Mio. oder 13,1% höher ausgefallen als budgetiert (siehe Anhang 11). Sie bestehen aus Bruttoausgaben von 161,0 Mio. (+50,4 Mio. im Vergleich zur Rechnung 2016), die durch Einnahmen von 55,8 Mio. gedeckt werden.

Diese Beteiligungen umfassen die Zahlung von Investitionsbeiträgen in Höhe von 30,2 Mio. zugunsten von Gemeinden und halbstaatlichen Institutionen, für die eine Schlussabrechnung vorlag.

Les principaux écarts budgétaires nets se retrouvent ainsi dans les domaines de l'enseignement (+14,4 mios ou +59,3%), de la santé (+1,7 mio ou +21,9%), de l'action sociale (+6,9 mios ou +147,4%) et de l'agriculture (+0,3 mio ou +2,8%).

Les autres secteurs d'activité présentent pour la plupart des reliquats, à commencer par la correction des torrents, pour lequel le reliquat se chiffre à 5,5 mios ou 44,9%. Parmi les autres domaines, les subventions aux entreprises de transport et la protection de l'environnement présentent des reliquats nets de respectivement 1,5 mio et 1,4 mio. Enfin, les subventions du Service de l'énergie et des forces hydrauliques s'inscrivent en baisse de 1,7 mio. Le compte 2017 a permis une attribution de 3,0 mios au fonds d'encouragement dudit service, laquelle permettra de couvrir une partie des investissements des années à venir.

Prêts et participations permanentes

Les prêts et participations permanentes représentent, au net, des dépenses de 12,5 mios, soit 6,6 mios de moins que le budget (voir annexe 12).

L'Etat a octroyé 52,0 mios de prêts en 2017 : 23,5 mios de prêts pour la nouvelle politique régionale, 7,1 mios de crédits agricoles, 3,8 mios pour les entreprises de transport, 2,4 mios de prêts d'études et 0,1 mio de crédits forestiers. Un montant de 15,0 mios a été versé au Centre de cautionnement et de financement (CCF SA) pour l'octroi de prêts pour le financement des infrastructures touristiques.

Les prêts accordés en 2017 sont de 8,6 mios en dessous des prévisions budgétaires. Le préfinancement pour 4,0 mios des études et travaux préliminaires pour le développement de la ligne ferroviaire du Simplon (ZEB) n'a pas été utilisé, ce qui explique une partie de cet écart. Le reliquat restant provient pour 3,3 mios des crédits agricoles, pour 1,2 mio des prêts d'études et pour 1,1 mio des crédits forestiers. Les prêts aux entreprises de transport sont quant à eux supérieurs de 1,0 mio au montant budgété.

Des remboursements à hauteur de 39,6 mios ont été enregistrés, en application des conditions définies lors de l'octroi des prêts.

Die bedeutendsten Netto-Budgetabweichungen betreffen also die Bereiche Unterrichtswesen (+14,4 Mio. oder +59,3%), Gesundheitswesen (+1,7 Mio. oder +21,9%), Sozialwesen (+6,9 Mio. oder +147,4%) und Landwirtschaft (+0,3 Mio. oder +2,8%).

Die anderen Tätigkeitsbereiche weisen zum Grossteil Restbeträge aus, allen voran die Korrektur der Wildbäche mit einem Restbetrag von 5,5 Mio. oder 44,9%. In den anderen Bereichen entfallen auf die Transportunternehmen und den Umweltschutz Kreditsaldi von netto 1,5 Mio. beziehungsweise 1,4 Mio. Die Subventionen der Dienststelle für Energie und Wasserkraft schliesslich nehmen um 1,7 Mio. ab. Die Rechnung 2017 hat eine Zuweisung von 3,0 Mio. an den Förderungsfonds dieser Dienststelle ermöglicht, mit der ein Teil der Investitionen der kommenden Jahre gedeckt werden kann.

Darlehen und Beteiligungen

Die Ausgaben für Darlehen und Beteiligungen belaufen sich netto auf 12,5 Mio. Franken und sind um 6,6 Mio. tiefer ausgefallen als budgetiert (siehe Anhang 12).

2017 hat der Staat 52,0 Mio. Franken Darlehen gewährt: 23,5 Mio. Darlehen für die neue Regionalpolitik, 7,1 Mio. Landwirtschaftskredite, 3,8 Mio. für die Transportunternehmen, 2,4 Mio. Ausbildungsdarlehen und 0,1 Mio. Forstkredite. Dem Bürgschafts- und Finanzzentrum (CCF AG) wurden 15,0 Mio. für die Gewährung von Darlehen zur Finanzierung touristischer Infrastrukturen überwiesen.

Die 2017 gewährten Darlehen sind 8,6 Mio. tiefer als budgetiert. Die Vorfinanzierung für 4,0 Mio. der Vorstudien und Vorarbeiten im Zusammenhang mit der Entwicklung der Simplon-Bahnlinie (ZEB) wurde nicht verwendet, was einen Teil dieser Abweichung erklärt. Der übrige Restbetrag stammt zu 3,3 Mio. von den Landwirtschaftskrediten, zu 1,2 Mio. von den Ausbildungsdarlehen und zu 1,1 Mio. von den Forstkrediten. Die Darlehen an die Transportunternehmen ihrerseits sind 1,0 Mio. höher als budgetiert.

In Anwendung der Bedingungen zum Zeitpunkt der Darlehensgewährung erfolgten Rückzahlungen von 39,6 Mio.

Bilan Actifs

Bilanz Aktiven

(EN MILLIONS DE FRANCS)	31.12.2016	31.12.2017	VARIATION VERÄNDERUNG 2016-2017	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Patrimoine financier	2'086.5	2'298.0	211.5	Finanzvermögen
Disponibilités	143.4	120.8	-22.6	Flüssige Mittel
Caisses	0.2	0.2	0.0	Kassen
Comptes postaux	43.9	61.6	17.7	Postkonten
Banques	99.3	58.9	-40.4	Banken
Avoirs	1'141.9	1'235.5	93.6	Guthaben
Comptes internes	8.3	10.1	1.8	Interne Konten
Comptes courants	333.1	445.1	112.0	Kontokorrente
Débiteurs : collectivités publiques	75.4	82.6	7.2	Debitoren : öffentliche Gemeinwesen
Autres débiteurs	653.9	695.4	41.5	Übrige Debitoren
Autres créances	71.0	2.2	-68.8	Übrige Forderungen
Placements	278.7	400.3	121.6	Anlagen
Actions et autres papiers-valeurs	5.2	5.2	-	Aktien und übrige Wertpapiere
Prêts	255.3	379.0	123.7	Darlehen
Immeubles	9.2	8.4	-0.8	Liegenschaften
Cheptel des établissements	0.3	0.3	0.0	Viehhebe der Anstalten
Marchandises et approvisionnements	8.7	7.4	-1.3	Vorräte
Actifs transitoires	522.6	541.4	18.9	Transitorische Aktiven
Patrimoine administratif	1'148.5	1'145.4	-3.1	Verwaltungsvermögen
Investissements propres	525.0	504.1	-20.9	Eigene Investitionen
Terrains non bâtis	7.9	7.5	-0.3	Grundstücke
Ouvrages de génie civil	81.4	71.8	-9.7	Tiefbauten
Terrains bâtis	365.3	360.2	-5.1	Hochbauten
Mobilier, machines, véhicules	38.4	35.7	-2.8	Mobilien, Maschinen, Fahrzeuge
Autres investissements	32.0	28.9	-3.1	Übrige Investitionen
Prêts et participations	426.1	429.3	3.2	Darlehen und Beteiligungen
Prêts	534.8	547.3	12.5	Darlehen
Corrections d'actifs sur prêts	-269.4	-278.7	-9.3	Wertberichtigungen Darlehen
Participations permanentes	160.7	160.7	-0.0	Beteiligungen
Subventions d'investissement	197.4	211.9	14.5	Investitionsbeiträge
Avances aux financements spéciaux	7.4	16.0	8.6	Vorschüsse für Spezialfinanzierungen
Total des actifs	3'242.4	3'459.4	217.0	Total der Aktiven

Le total du bilan de l'Etat s'élève à 3,46 mrd\$ au 31.12.2017, soit 217,0 mios de plus que lors de la dernière clôture des comptes.

Par rapport à l'année précédente, l'augmentation constatée à l'actif provient du patrimoine financier, lequel progresse de 211,5 mios pour s'établir à 2,30 mrd\$. Cette évolution s'explique en majeure partie par la croissance des prêts (+123,7 mios), induite par le placement des excédents réalisés et de certaines disponibilités à court terme afin d'éviter les taux négatifs.

Globalement, le patrimoine administratif se stabilise à 1,15 mrd\$ (-3,1 mios). La diminution des investissements propres est en partie compensée par la croissance des subventions d'investissement.

Enfin, les comptes d'avances aux financements spéciaux s'élèvent à 16,0 mios, en augmentation de 8,6 mios.

Die Bilanzsumme des Staates beläuft sich per 31.12.2017 auf 3,46 Mrd. Franken und hat gegenüber der letzten Rechnung um 217,0 Mio. zugenommen.

Im Vergleich zum Vorjahr ist die bei den Aktiven festgestellte Zunahme auf das Finanzvermögen zurückzuführen, das um 211,5 Mio. Franken zunimmt und 2,30 Mrd. erreicht. Diese Entwicklung lässt sich grösstenteils durch die Zunahme der Darlehen (+123,7 Mio.) erklären, zurückzuführen auf die Bewirtschaftung der erzielten Überschüsse und gewisser kurzfristig verfügbarer Mittel zur Vermeidung von Negativzinsen.

Global betrachtet pendelt sich das Verwaltungsvermögen bei 1,15 Mrd. (-3,1 Mio.) ein. Die geringeren eigenen Investitionen werden zum Teil durch die Zunahme von Investitionsbeiträgen kompensiert.

Die Vorschüsse für Spezialfinanzierungen schliesslich belaufen sich auf 16,0 Mio., was einer Zunahme um 8,6 Mio. entspricht.

Passifs

Passiven

(EN MILLIONS DE FRANCS)	31.12.2016	31.12.2017	VARIATION VERÄNDERUNG 2016-2017	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Engagements	2'495.2	2'539.2	43.9	Verpflichtungen
Engagements courants	869.2	955.1	85.9	Laufende Verpflichtungen
Créanciers	299.0	339.8	40.8	Gläubiger
Dépôts	25.8	23.6	-2.3	Depotgelder
Comptes courants	6.6	0.6	-6.0	Kontokorrente
Autres engagements	537.8	591.1	53.3	Übrige Verpflichtungen
Dettes à court terme	419.0	342.8	-76.2	Kurzfristige Schulden
Banques, assurances, caisses de prévoyance et divers	365.0	340.0	-25.0	Banken, Versicherungen, Vorsorgekassen und Übrige
Confédération	50.0	-	-50.0	Bund
Autres dettes à court terme	4.0	2.8	-1.2	Übrige kurzfristige Schulden
Dettes à moyen et long terme	841.5	827.0	-14.5	Mittel- und langfristige Schulden
Emprunt auprès des caisses de prévoyance	805.2	791.0	-14.1	Anleihen bei Vorsorgekassen
Autres emprunts	36.3	36.0	-0.3	Übrige Anleihen
Eng. envers des entités particulières	14.6	14.9	0.3	Verpflichtungen für Sonderrechnungen
Fonds et fondations	7.6	7.7	0.0	Fonds und Stiftungen
Fonds d'auto-assurance	6.9	7.2	0.3	Eigenversicherung für Sachschäden
Provisions	103.2	139.0	35.8	Rückstellungen
Passifs transitoires	247.9	260.4	12.5	Transitorische Passiven
Engagements envers les fin. spéciaux	672.3	841.3	168.9	Verpflichtungen für Spezialfinanzierungen
Fortune	74.9	79.0	4.1	Eigenkapital
Total des passifs	3'242.4	3'459.4	217.0	Total der Passiven

Au passif, les engagements du canton augmentent de 43,9 mios, soit de 2,50 à 2,54 mrd.

Grâce à des liquidités disponibles plus importantes qu'en 2016, le recours à du financement étranger en fin d'année a pu être réduit en 2017, ce qui se traduit par une baisse des dettes à court terme (-76,2 mios).

La diminution des dettes à moyen et long terme se monte à 14,5 mios. Elle se compose notamment du remboursement de 14,1 mios de la créance CPVAL.

L'examen des risques de perte sur débiteurs a nécessité une augmentation des provisions de 35,8 mios.

Les engagements envers les financements spéciaux augmentent de 168,9 mios pour atteindre 841,3 mios. Cette évolution est essentiellement attribuable au fonds des grands projets d'infrastructures du XXI^e siècle (+86,7 mios), au fonds LIEP (+50,0 mios) et au fonds de compensation des fluctuations de recettes (+30,0 mios).

L'endettement brut du canton passe de 3'167,6 mios à 3'380,4 mios au 31.12.2017, soit une augmentation de 212,8 mios. Après déduction de la valeur du patrimoine financier et des avances aux financements spéciaux, l'endettement net au 31.12.2017 de 1'066,4 mios diminue de 7,2 mios.

Enfin, l'excédent de revenus réalisé en 2017 permet à la fortune de progresser à 79,0 mios (+4,1 mios).

Bei den Passiven nehmen die Verpflichtungen des Kantons um 43,9 Mio. Franken zu, das heisst von 2,50 Mrd. auf 2,54 Mrd.

Dank höheren verfügbaren Liquiditäten als 2016 konnte am Ende des Jahres 2017 die Fremdfinanzierung reduziert werden, was sich in einer Verringerung der kurzfristigen Schulden niederschlägt (-76,2 Mio.).

Die Abnahme der mittel- und langfristigen Schulden beträgt 14,5 Mio. Franken. Sie besteht namentlich in der Rückzahlung von 14,1 Mio. des PKWAL-Darlehens.

Die Überprüfung der Risiken von allfälligen Debitorenverlusten erforderte eine Erhöhung der Rückstellungen um 35,8 Mio. Franken.

Die Verpflichtungen für Spezialfinanzierungen nehmen um 168,9 Mio. Franken zu und erreichen 841,3 Mio. Diese Entwicklung lässt sich im Wesentlichen dem Fonds zur Finanzierung der Infrastrukturgrossprojekte des 21. Jahrhunderts (+86,7 Mio.), dem GSVE-Fonds (+50,0 Mio.) und dem Kompensationsfonds für Ertragschwankungen (+30,0 Mio.) zuschreiben.

Die Bruttoverschuldung des Kantons steigt von 3'167,6 Mio. Franken auf 3'380,4 Mio. per 31.12.2017 an, was einer Zunahme um 212,8 Mio. entspricht. Nach Abzug des Finanzvermögens und der Vorschüsse für Spezialfinanzierungen beträgt die Nettoverschuldung des Kantons per 31.12.2017 1'066,4 Mio. Franken und nimmt damit um 7,2 Mio. ab.

Der 2017 erzielte Ertragsüberschuss schliesslich führt zu einem Eigenkapitalanstieg auf 79,0 Mio. (+4,1 Mio.).

Fonds propres selon MCH2

Eigenkapital nach HRM2

(EN MILLIONS DE FRANCS)	31.12.2016	31.12.2017	VARIATION VERÄNDERUNG 2016-2017	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Excédent du bilan avant résultat annuel	33.1	74.9	41.8	Bilanzüberschuss vor Jahresergebnis
Résultat annuel (bénéfice (+) / déficit (-))	41.8	4.1	-37.7	Jahresergebnis (Gewinn(+)/ Verlust(-))
Total du capital propre selon MCH1	74.9	79.0	4.1	Total Eigenkapital nach HRM1
Avances financements spéciaux	-7.4	-16.0	-8.6	Vorschüsse für Spezialfinanzierungen
Financements spéciaux sous capitaux propres	642.4	809.8	167.4	Spezialfinanzierungen im Eigenkapital
Total du capital propre selon MCH2	709.9	872.7	162.9	Total Eigenkapital nach HRM2
y.c. fonds/financements spéciaux				inkl. Fonds/Spezialfinanzierungen

Selon les recommandations du MCH2, le capital propre de l'Etat du Valais s'élève à 872,7 mios au 31 décembre 2017.

Gemäss den Fachempfehlungen von HRM2 beträgt das Eigenkapital des Staates Wallis per 31. Dezember 2017 insgesamt 872,7 Mio. Franken.

Annexe au bilan

Anhang zur Jahresrechnung

(EN MILLIONS DE FRANCS)	31.12.2016	31.12.2017	VARIATION VERÄNDERUNG 2016-2017	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Engagements conditionnels	1'757.6	1'846.9	89.2	Eventualverpflichtungen
Engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires	0.0	0.0	-	Verpfl. zur Liberierung und Überweisung von zusätzlichen Zahlungen

Les engagements conditionnels s'élèvent à 1,85 mrd au 31.12.2017, en augmentation de 89,2 mios ou 5,1% par rapport à l'année 2016. Cette hausse provient essentiellement de la prévoyance professionnelle CPVAL et du cautionnement pour les investissements des hôpitaux valaisans.

Die Eventualverpflichtungen per 31.12.2017 betragen 1,85 Mrd. Franken, was gegenüber dem Jahr 2016 einer Zunahme um 89,2 Mio. oder 5,1% entspricht. Diese Zunahme stammt im Wesentlichen von der beruflichen Vorsorge PKWAL und von der Bürgschaft für die Investitionen der Walliser Spitäler.

Projet de décision

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu l'article 41 chiffre 1 de la Constitution cantonale ;
vu l'article 27 de la loi sur la gestion et le contrôle
administratifs et financiers du canton du 24 juin 1980 ;
sur la proposition du Conseil d'Etat,

décide :

Art. 1 Compte administratif

Le compte de l'Etat pour l'année 2017 est approuvé.
Il comprend le compte de fonctionnement, le compte
des investissements, le financement et les rapports de
controlling des mandats de prestations politiques.

Art. 2 Compte de fonctionnement

Les revenus de fonctionnement de l'Etat se montent à
3'558'706'740.98 francs et les charges à 3'554'596'028.30
francs.

L'excédent de revenus s'élève à 4'110'712.68 francs.

Art. 3 Compte des investissements

Les dépenses d'investissement se montent à
472'567'210.37 francs et les recettes à 270'126'608.56
francs.

Les investissements nets s'élèvent à 202'440'601.81
francs.

Art. 4 Financement

Les investissements nets de 202'440'601.81 francs
sont entièrement autofinancés par la marge d'autofinancement
qui s'élève à 209'681'965.41 francs.

L'excédent de financement s'élève à 7'241'363.60
francs.

Art. 5 Fortune

La fortune s'élève à 78'979'794.94 francs au 31 décembre
2017.

Ainsi projeté en séance du Conseil d'Etat, à Sion, le
14 mars 2018.

Le président du Conseil d'Etat : **Jacques Melly**
Le Chancelier d'Etat : **Philipp Spörri**

Beschlussentwurf

Der Grosse Rat des Kantons Wallis

eingesehen Artikel 41 Ziffer 1 der Kantonsverfassung ;
eingesehen Artikel 27 des Gesetzes über die Ge-
schäftsführung und den Finanzhaushalt des Kantons
und deren Kontrolle vom 24. Juni 1980 ;
auf Antrag des Staatsrates,

beschliesst :

Art. 1 Verwaltungsrechnung

Die Staatsrechnung für das Jahr 2017 wird genehmigt.
Sie umfasst die Laufende Rechnung, die Investitions-
rechnung, die Finanzierung und die Controllingberichte
der politischen Leistungsaufträge.

Art. 2 Laufende Rechnung

Die Erträge der Laufenden Rechnung des Staates be-
laufen sich auf 3'558'706'740.98 Franken und die Auf-
wände auf 3'554'596'028.30 Franken.

Der Ertragsüberschuss beträgt 4'110'712.68 Franken.

Art. 3 Investitionsrechnung

Die Investitionsausgaben belaufen sich auf
472'567'210.37 Franken und die Einnahmen auf
270'126'608.56 Franken.

Die Nettoinvestitionen betragen 202'440'601.81 Fran-
ken.

Art. 4 Finanzierung

Die Nettoinvestitionen von 202'440'601.81 Franken
sind vollständig durch die Selbstfinanzierungsmarge
gedeckt, die sich auf 209'681'965.41 Franken beläuft.

Der Finanzierungsüberschuss beträgt 7'241'363.60
Franken.

Art. 5 Eigenkapital

Das Eigenkapital beläuft sich per 31. Dezember 2017 auf
78'979'794.94 Franken.

So entworfen in der Sitzung des Staatsrates in Sitten,
am 14. März 2018.

Der Präsident des Staatsrates : **Jacques Melly**
Der Staatskanzler : **Philipp Spörri**

Annexes / Anhang

Annexe 1

Charges de personnel par catégorie

Anhang 1

Personalaufwand nach Kategorien

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2016	BUDGET 2017	COMPTE RECHNUNG 2017	ECARTS DIFFERENZ 2017-B17	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Autorités et tribunaux	36.2	37.1	36.6	-0.5	Behörden und Gerichte
Administration générale					Allgemeine Verwaltung
Présidence	6.7	7.1	7.2	0.0	Präsidium
DFE	60.3	64.3	61.6	-2.6	DFE
DSSC	58.2	59.6	60.3	0.7	DGSK
DEF (sans la formation)	54.9	59.4	57.3	-2.2	DVB (ohne Bildung)
DSIS (sans la sécurité)	29.4	30.3	30.4	0.1	DSIS (ohne Sicherheit)
DMTE	84.4	90.0	86.6	-3.4	DMRU
Sécurité	88.6	90.5	89.6	-0.9	Sicherheit
Formation¹					Bildung¹
Enseignement	421.2	423.1	419.9	-3.2	Unterrichtswesen
Hautes écoles	2.3	2.5	2.3	-0.1	Hochschulen
Formation professionnelle	86.3	89.1	87.3	-1.8	Berufsbildung
Ecole d'agriculture	4.6	4.8	4.8	0.0	Landwirtschaftsschule
Divers	10.6	10.9	11.1	0.2	Verschiedenes
Total	943.8	968.7	955.1	-13.6	Total

¹ y compris personnel administratif

¹ inkl. Verwaltungspersonal

Annexe 2

Amortissements du patrimoine administratif et corrections d'actifs

Anhang 2

Abschreibungen des Verwaltungsvermögens und Wertberichtigungen

(EN MILLIONS DE FRANCS)	¹ SOLDE AU SALDO PER 31.12.2017	² TAUX SATZ	³ AMORT. ORDINAIRES ORDENTLICHE ABSCHR.	⁴ AMORT. EXTRAORDIN. AUSSER- ORDENTLICHE ABSCHR.	AMORT. SUPPLEMENT. ZUSÄTZLICHE ABSCHR.	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Terrains non bâtis	7.9	5.0%	0.4	-	-	Nicht bebaute Grundstücke
Terrains bâtis	390.1	5.0%	29.3	0.6	-	Bebaute Grundstücke
Mobilier et autres biens	95.0	20.0%	16.8	10.2	3.4	Mobiliar und andere Güter
Routes nationales	5.8	100.0%	5.8	-	-	Nationalstrassen
Autres ouvrages de génie civil	111.4	20.0%	32.9	6.6	0.1	Andere Tiefbauten
Parts aux investissements de tiers	302.1	20.0%	62.9	1.1	26.2	Beteiligungen an Invest. Dritter
Participations permanentes	0.0	100.0%	0.0	-	-	Beteiligungen
Prêts conditionnellement remboursables ⁵	9.2	20.0%	2.0	-	7.2	Bedingt rückzahlbare Darlehen ⁵
Total			150.1	18.5	36.9	Total

¹ Solde avant amortissements

² Taux appliqué sur la valeur résiduelle du patrimoine administratif

³ Y compris amortissements à 100% des investissements entièrement financés par des fonds

⁴ Amortissements financés par le fonds du XXI^e siècle, le fonds de la 3^e correction du Rhône et l'art. 22 LGCAF (en sus des taux ordinaires)

⁵ Soldes des prêts, corrections d'actifs déduites

¹ Saldo vor Abschreibungen

² Auf den Restbuchwert des Verwaltungsvermögens angewandter Satz

³ Inklusive Abschreibungen zu 100%, der durch Fonds vollständig finanzierten Investitionen

⁴ Abschreibungen, die durch den Fonds des 21. Jhds, den Fonds für die 3. Rhonekorrektur sowie den Art. 22 FHG finanziert sind (über dem ordentlichen Satz)

⁵ Darlehenssaldo abzüglich Wertberichtigung

Annexe 3

Subventions sans caractère d'investissement

Anhang 3

Beiträge ohne Investitionscharakter

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2016	BUDGET 2017	COMPTE RECHNUNG 2017	ECARTS DIFFERENZ 2017-B17	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Enseignement et formation	165.8	174.1	171.0	-3.1	Bildung
Scolarité obligatoire	6.7	7.4	6.3	-1.1	Obligatorische Schulen
Enseignement secondaire	5.5	4.1	4.2	0.0	Mittelschulen
Enseignement spécialisé	30.6	33.4	35.3	1.9	Sonderschulen
Hautes écoles	92.2	98.8	95.5	-3.3	Hochschulen
Formation professionnelle	12.8	12.6	11.8	-0.7	Berufsbildung
Bourses d'études	18.0	18.0	18.0	0.0	Stipendien
Culture et loisirs	15.1	14.2	14.7	0.5	Kultur und Freizeit
J&S et fonds du sport	4.6	4.0	4.6	0.7	J&S und Sportfonds
Culture	10.3	10.0	9.9	-0.1	Kultur
Sentiers pédestres	0.2	0.2	0.2	-	Wanderwege
Santé	594.4	612.1	620.5	8.4	Gesundheit
Santé publique	429.7	441.1	449.1	8.0	Gesundheitswesen
Réduction primes assurance-maladie	163.7	170.0	170.4	0.4	Krankenkassenprämienermässigung
Dîme de l'alcool	1.0	1.0	1.0	-0.0	Alkoholzehntel
Prévoyance sociale	342.8	362.1	362.3	0.2	Soziale Wohlfahrt
Assurances sociales	101.0	106.2	111.5	5.3	Sozialversicherungen
Action sociale	198.7	209.6	208.7	-1.0	Sozialwesen
Aide à la jeunesse	28.6	28.8	27.2	-1.6	Hilfe an Jugendliche
Mesures chômage	12.1	15.1	12.4	-2.7	Massnahmen Arbeitslosigkeit
Intégration	2.4	2.4	2.5	0.1	Integration
Trafic	63.6	65.7	65.1	-0.5	Verkehr
Entreprises de transport	63.6	65.7	65.1	-0.5	Transportunternehmen
Aménagement et environnement	12.6	14.7	11.5	-3.2	Umwelt und Raumplanung
Entretien des cours d'eau	3.8	5.0	3.3	-1.7	Unterhalt der Wasserläufe
Entretien des forêts et du paysage	8.9	9.7	8.2	-1.5	Wald und Landschaft
Economie publique	39.8	37.9	37.3	-0.6	Volkswirtschaft
Promotion touristique et économique	28.6	25.8	25.5	-0.3	Wirtschafts- und Tourismusförderung
Agriculture	7.6	8.4	8.2	-0.2	Landwirtschaft
Forces hydrauliques	3.5	3.7	3.6	-0.1	Wasserkraft
Finances	0.0	11.0	11.0	-	Finanzen
Communes : assainissements & fusions	0.0	11.0	11.0	-	Sanierungen & Fusionen von Gemeinden
Autres subventions	40.4	44.9	43.1	-1.8	Andere Beiträge
Subventions des loteries	24.7	28.2	27.2	-1.0	Beiträge aus Lotterien
Divers	15.8	16.8	16.0	-0.8	Verschiedene
Total	1'274.7	1'336.8	1'336.5	-0.3	Total

Annexe 4

Financements spéciaux Attributions et prélèvements

Anhang 4

Spezialfinanzierungen Einlagen und Entnahmen

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2016	BUDGET 2017	COMPTE RECHNUNG 2017	ECARTS DIFFERENZ 2017-B17	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Administration générale	0.1	0.0	50.0	50.0	Allgemeine Verwaltung
Caisse de prévoyance	-	-	50.0	50.0	Vorsorgekasse
Epizooties	0.1	0.0	0.0	-0.0	Viehseuchen
Sécurité publique	0.7	-0.4	-3.8	-3.5	Öffentliche Sicherheit
Police du feu	0.0	-	-3.4	-3.4	Feuerpolizei
Protection civile	0.7	-0.4	-0.4	-0.1	Zivilschutz
Enseignement et formation	-3.8	-9.9	-6.2	3.8	Bildung
Formation professionnelle	-3.8	-9.9	-6.2	3.8	Berufsbildung
Culture et loisirs	-0.3	-0.3	-0.5	-0.2	Kultur und Freizeit
Sport	-0.0	-	-0.5	-0.5	Sport
Culture	-0.2	-0.3	0.0	0.3	Kultur
Santé	0.2	0.2	0.5	0.4	Gesundheit
Promotion santé et prévention	0.2	0.2	0.5	0.4	Gesundheitsförderung und Prävention
Aménagement et environnement	0.3	1.6	3.1	1.5	Umwelt und Raumplanung
Entretien/correction des cours d'eau	-1.4	-	-0.6	-0.6	Unterhalt/Korrektion Wasserläufe
Dommages non assurables	1.7	1.6	3.7	2.1	Nicht versicherbare Elementarschäden
Economie publique	6.7	-0.9	5.2	6.1	Volkswirtschaft
Encouragement à l'économie	0.0	-	0.0	0.0	Wirtschaftsförderung
Aide en matière d'investissement	-0.4	-	-1.3	-1.3	Investitionshilfe
Emploi	2.6	-0.9	1.8	2.7	Beschäftigung
Loteries	3.7	0.3	2.4	2.1	Lotterien
Hébergement et restauration : formation	-0.5	-0.3	-0.7	-0.4	Beherbergung und Bewirtung : Ausbildung
Fonds d'encouragement de l'énergie	1.3	-	3.0	3.0	Energieförderungsfonds
Finances	2.9	0.1	5.2	5.1	Finanzen
Utilisation part cantonale RPLP	2.9	-0.4	4.7	5.1	Kantonsanteil LSVA
Fusions de communes	2.0	1.0	1.0	-	Gemeindefusionen
Péréquation financière intercommunale	-1.9	-0.4	-0.5	-0.0	Interkommunaler Finanzausgleich
Autres financements	43.9	-30.8	106.7	137.5	Andere Finanzierungen
Préfinancement des dépenses ¹	5.4	-	13.6	13.6	Aufwandsvorfinanzierungen ¹
Grands projets d'infrastructures du XXI ^e siècle	16.8	-30.1	86.7	116.8	Infrastrukturgrossprojekte des 21. Jahrhunderts
3 ^e correction du Rhône	-6.4	-8.1	-8.3	-0.2	3. Rhonekorrektio
Fonds de compensation des fluctuations de recettes	44.0	20.0	30.0	10.0	Kompensationsfonds für Ertragsschwankungen
Aide aux exploitations paysannes	-0.6	0.1	-0.1	-0.3	Landwirtschaftliche Betriebsbeiträge
Fonds cantonal pour le tourisme	-15.0	-15.0	-15.0	-	Kantonaler Tourismusfonds
Divers	-0.4	2.3	-0.1	-2.4	Verschiedene
Total	50.8	-40.4	160.3	200.7	Total

+ : Attributions / - : Prélèvements

¹ LGCAF, art. 22 al. 3 et 4

+ : Einlagen / - : Entnahmen

¹ FHG, Art. 22 Abs. 3 und 4

Les financements spéciaux comprennent
les attributions et prélèvements extraordinaires.

Die Spezialfinanzierungen beinhalten
die ausserordentlichen Einlagen und Entnahmen.

Annexe 5

Impôts

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2016	BUDGET 2017	COMPTE RECHNUNG 2017	ECARTS DIFFERENZ 2017-B17	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Impôts sur le revenu et la fortune	810.6	806.1	845.0	38.9	Einkommens- und Vermögenssteuern
Impôts sur le bénéfice et le capital	136.3	121.0	168.0	47.0	Gewinn- und Kapitalsteuern
Impôts fonciers	21.2	20.7	21.9	1.2	Grundstücksteuern
Impôts sur les gains en capital	37.9	45.0	56.4	11.4	Vermögensgewinnsteuern
Droits de mutations et de timbre	76.3	75.9	80.7	4.9	Vermögensverkehrssteuern
Impôts sur les successions et donations	19.1	16.0	19.9	3.9	Erbschafts- und Schenkungssteuern
Impôts véhicules, bateaux et autres impôts sur la propriété et la dépense	70.3	71.3	71.6	0.3	Steuern auf Motorfahrzeuge, Schiffe und übrige Besitz- und Aufwandsteuern
Impôts sur les forces hydrauliques	87.6	88.5	85.5	-3.0	Wasserkraftsteuern
Amendes fiscales	0.7	0.5	1.4	0.9	Steuerbussen
Total	1'260.1	1'245.0	1'350.4	105.4	Total

Anhang 5

Steuern

Annexe 6

Parts à des recettes et contributions sans affectation

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2016	BUDGET 2017	COMPTE RECHNUNG 2017	ECARTS DIFFERENZ 2017-B17	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Péréquation des ressources	537.3	588.4	588.5	0.1	Ressourcenausgleich
Péréquation, compensation des charges	73.4	79.0	79.0	-0.0	Lastenausgleich
Part au produit des impôts sur les huiles minérales	33.0	31.6	26.4	-5.3	Anteil an der Mineralölsteuer
Part de l'Etat à l'impôt anticipé	15.6	23.0	26.8	3.8	Kantonsanteil an der Verrechnungssteuer
Part de l'Etat à l'IFD	61.5	61.0	69.1	8.1	Kantonsanteil an der DB
Part à la redevance sur le trafic des poids lourds liée aux prestations (RPLP)	37.6	41.0	41.4	0.4	Anteil an der Leistungsabhängigen Schwerverkehrsabgabe (LSVA)
Autres parts et contributions	2.6	2.6	2.7	0.1	Andere Anteile und Beiträge
Total	761.0	826.6	833.8	7.2	Total

Anhang 6

Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung

Annexe 7

Répartition RPLP

(EN MILLIONS DE FRANCS)	FONDS AU / AM 01.01.2017	REPARTITION AUFTEILUNG		UTILISATION VERWENDUNG			FONDS AU / AM 31.12.2017	(IN MILLIONEN FRANKEN)
		EN % IN %	TOTAL	FONCTION. LAUF- ENDE RECHNUNG	INVESTISS. INVESTI- TIONS RECHNUNG	FONDS ¹		
Services								Dienststellen
Mobilité	7.1	85.00	35.2	16.6	14.2	4.4	11.5	Mobilität
Agriculture	1.2	10.00	4.1	1.6	2.3	0.3	1.5	Landwirtschaft
Police cantonale	-	2.25	0.9	0.9	-	-	-	Kantonspolizei
Circulation routière	1.2	0.25	0.1	0.1	-	-	1.2	Strassenverkehr
Protection des travailleurs	-	0.50	0.2	0.2	-	-	-	Arbeitnehmerschutz
Administration des finances	-	2.00	0.8	0.8	-	-	-	Finanzverwaltung
Total	9.6	100.00	41.4	20.2	16.5	4.7	14.2	Total

Anhang 7

Aufteilung der LSVA

¹ +: Attributions / -: Prélèvements

¹ +: Einlagen / -: Entnahmen

Annexe 8 Subventions acquises

Anhang 8 Beiträge für eigene Rechnung

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2016	BUDGET 2017	COMPTE RECHNUNG 2017	ECARTS DIFFERENZ 2017-B17	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Confédération	228.8	238.1	236.4	-1.6	Bund
Arsenal et casernes	3.0	3.0	3.0	-0.0	Zeughaus und Kasernen
Enseignement	0.1	0.1	0.1	-0.0	Unterrichtswesen
Formation professionnelle	27.6	28.1	26.7	-1.3	Berufsbildung
Bourses d'études	1.0	1.0	1.0	0.0	Stipendien
Assurance-maladie	99.3	105.0	104.7	-0.3	Krankenkassen
Assurances sociales	39.4	39.6	42.1	2.5	Sozialversicherungen
Aide à la jeunesse	0.2	0.1	0.1	-0.0	Hilfe an Jugendliche
Intégration	1.5	1.6	1.6	0.0	Integration
Economie	2.7	2.8	2.3	-0.5	Wirtschaft
Industrie, commerce et travail	21.5	22.2	21.6	-0.6	Industrie, Handel und Arbeit
Agriculture	0.5	0.5	0.5	0.0	Landwirtschaft
Transports	2.1	2.3	2.1	-0.2	Transportwesen
Routes nationales	6.1	7.8	6.4	-1.5	Nationalstrassen
Routes principales suisses	6.4	6.5	7.1	0.6	Schweizerische Hauptstrassen
Rhône	1.3	-	-0.0	-0.0	Rhone
Bâtiments	6.2	6.6	6.8	0.2	Gebäude
Forêts et paysage	5.1	6.2	5.0	-1.2	Wald und Landschaft
Divers	4.7	4.6	5.2	0.7	Verschiedene
Cantons	1.5	1.4	1.5	0.1	Kantone
Communes	229.5	239.5	232.9	-6.6	Gemeinden
Péréquation financière intercommunale	25.1	25.4	24.5	-0.8	Interkommunaler Finanzausgleich
Enseignement	112.9	112.0	111.0	-1.0	Unterrichtswesen
Action sociale	31.8	35.2	33.4	-1.8	Sozialwesen
Assurances sociales	17.7	19.1	20.1	1.0	Sozialversicherungen
Aide à la jeunesse	3.6	5.0	3.0	-2.0	Hilfe an Jugendliche
Fonds pour l'emploi	4.4	4.3	4.3	-0.0	Beschäftigungsfonds
Transports	9.0	8.7	9.2	0.6	Transportwesen
Entretien des routes	16.8	20.6	20.0	-0.6	Strassenunterhalt
Divers	8.3	9.3	7.4	-1.9	Verschiedene
Propres établissements	10.8	9.6	9.7	0.2	Eigene Anstalten
Requérants d'asile	7.8	7.8	7.8	0.1	Asylbewerber
Divers	3.0	1.8	1.9	0.1	Verschiedene
Autres subventions	11.7	11.2	7.7	-3.5	Andere Beiträge
Police du feu	3.8	4.5	0.7	-3.8	Feuerpolizei
Sport	4.7	4.1	4.2	0.1	Sport
Divers	3.2	2.7	2.9	0.2	Verschiedene
Total	482.2	499.8	488.3	-11.5	Total

Annexe 9

Préfinancement des investissements (Art. 22 al. 3 LGCAF)

Anhang 9

Vorfinanzierung von Investitionen (Art. 22 Abs. 3 FHG)

(EN MILLIONS DE FRANCS)	CREATION DU FONDS BILDUNG DES FONDS	ETAT AU BESTAND AM 01.01.2017	ATTRIBU- TION EINLAGEN 2017	PREL./DISS. ENTN./ AUFLÖS. 2017	ETAT AU BESTAND AM 31.12.2017	(IN MILLIONEN FRANKEN)
TOTAL		10.4	14.3	-2.1	22.6	TOTAL
OCRN Divers projets d'investissements	2015	1.2	-	-0.1	1.1	ANSB Verschiedene Investitionsprojekte
OCRN Divers projets d'investissements	2016	3.8	-	-0.5	3.3	ANSB Verschiedene Investitionsprojekte
OCRN Divers projets d'investissements	2017	-	3.3	-	3.3	ANSB Verschiedene Investitionsprojekte
		5.0	3.3	-0.6	7.7	
SBMA Divers projets d'investissements	2016	2.6	-	-	2.6	DHDA Verschiedene Investitionsprojekte
SBMA Divers projets d'investissements	2017	-	2.8	-	2.8	DHDA Verschiedene Investitionsprojekte
		2.6	2.8	-	5.4	
SCC Projet informatique	2017	-	2.0	-	2.0	KSV Informatikprojekt
		-	2.0	-	2.0	
SCI Divers projets informatiques	2016	0.6	-	-0.5	0.0	KDI Verschiedene Informatikprojekte
		0.6	-	-0.5	0.0	
SCJ Informatisation et instit. spécialisées	2016	0.2	-	-0.1	0.1	KDJ Informatisierung und Sonderschulen
SCJ Institutions spécialisées	2017	-	0.0	-	0.0	KDJ Sonderschulen
		0.2	0.0	-0.1	0.1	
SDM Divers projets d'investissements	2017	-	4.1	-	4.1	DFM Verschiedene Investitionsprojekte
		-	4.1	-	4.1	
SE Projet d'investissement	2017	-	0.4	-	0.4	DU Investitionsprojekt
		-	0.4	-	0.4	
SEN Divers projets d'investissements	2017	-	1.0	-	1.0	DUW Verschiedene Investitionsprojekte
		-	1.0	-	1.0	
SPM Programme informatique « Migrations »	2015	0.2	-	-	0.2	DBM Informatikprogramm « Migrations »
SPM Programme informatique « aRTS »	2016	0.2	-	-	0.2	DBM Informatikprogramm « aRTS »
		0.4	-	-	0.4	
SRF Modernisation des registres fonciers	2015	0.5	-	-0.5	-	DGB Modernisierung der Grundbuchämter
SRF Modernisation des registres fonciers	2016	1.1	-	-0.3	0.8	DGB Modernisierung der Grundbuchämter
SRF Modernisation des registres fonciers	2017	-	0.6	-	0.6	DGB Modernisierung der Grundbuchämter
		1.6	0.6	-0.9	1.4	

Annexe 10 Investissements de l'Etat

Anhang 10 Investitionen des Staates

(EN MILLIONS DE FRANCS)		COMPTE RECHNUNG 2016	BUDGET 2017	COMPTE RECHNUNG 2017	ECARTS DIFFERENZ 2017-B17	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Routes nationales	D	175.0	195.1	126.5	-68.6	A Nationalstrassen
	R	168.0	187.3	120.7	-66.5	E
	N	7.0	7.8	5.8	-2.0	N
Routes cantonales	D	29.9	71.2	43.1	-28.2	A Kantonsstrassen
	R	16.6	47.3	23.6	-23.7	E
	N	13.3	23.9	19.4	-4.5	N
Rhône	D	24.4	44.7	29.5	-15.2	A Rhone
	R	15.9	34.2	19.6	-14.6	E
	N	8.5	10.4	9.8	-0.6	N
Immeubles	D	23.7	52.8	34.7	-18.1	A Dienstgebäude
	R	5.0	20.0	9.3	-10.7	E
	N	18.6	32.8	25.4	-7.4	N
Mobilier, machines et véhicules	D	10.1	13.1	10.1	-3.0	A Mobilien, Maschinen u. Fahrzeuge
	R	0.8	1.8	1.1	-0.8	E
	N	9.3	11.3	9.1	-2.2	N
Autres investissements	D	11.3	28.6	15.5	-13.1	A Andere Investitionen
	R	1.0	0.0	0.3	0.3	E
	N	10.3	28.6	15.2	-13.3	N
Total	D	274.3	405.5	259.4	-146.1	A Total
	R	207.3	290.7	174.7	-116.0	E
	N	67.0	114.8	84.8	-30.1	N

D = Dépenses R = Recettes N = Montants nets

A = Ausgaben E = Einnahmen N = Netto

Annexe 11 Participations aux investissements de tiers

Anhang 11 Beteiligungen an Investitionen Dritter

(EN MILLIONS DE FRANCS)		COMPTE RECHNUNG 2016	BUDGET 2017	COMPTE RECHNUNG 2017	ECARTS DIFFERENZ 2017-B17	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Sécurité publique	N	-	-	-	-	N Öffentliche Sicherheit
Feu et protection civile	D	6.3	6.6	10.0	3.4	A Feuer- und Zivilschutz
	R	6.3	6.6	10.0	3.4	E
	N	-	-	-	-	N
Enseignement et formation	N	17.0	24.3	38.7	14.4	N Bildung
Enseignement	D	17.4	24.4	38.9	14.4	A Unterrichtswesen
	R	0.4	0.1	0.1	0.0	E
	N	17.0	24.3	38.7	14.4	N
Culture et loisirs	N	1.7	2.1	1.7	-0.4	N Kultur und Freizeit
Bâtiments et biens culturels	D	2.2	2.8	2.4	-0.4	A Kulturelle Gebäude und Güter
	R	1.1	1.0	1.2	0.1	E
	N	1.2	1.8	1.3	-0.6	N
Sentiers pédestres	D	0.6	0.3	0.4	0.1	A Wanderwege

(EN MILLIONS DE FRANCS)		COMPTE RECHNUNG	BUDGET 2017	COMPTE RECHNUNG	ECARTS DIFFERENZ	(IN MILLIONEN FRANKEN)
		2016		2017	2017-B17	
Santé	N	6.3	7.9	9.6	1.7	N Gesundheit
	D	6.6	8.3	10.1	1.8	A
	R	0.3	0.4	0.5	0.1	E
	N	6.3	7.9	9.6	1.7	N
Prévoyance sociale	N	8.4	9.3	16.2	7.0	N Soziale Wohlfahrt
Action sociale	D	5.3	6.7	16.8	10.1	A Sozialwesen
	R	1.7	2.0	5.2	3.2	E
	N	3.7	4.7	11.6	6.9	N
Aide à la jeunesse	D	1.9	1.9	2.0	0.1	A Hilfe an Jugendliche
Encouragement au logement	D	3.2	3.1	3.1	0.0	A Wohnbauförderung
	R	0.3	0.2	0.3	0.1	E
	N	2.9	2.9	2.8	-0.1	N
Mesures chômage	D	-	-	-	-	A Massnahmen Arbeitslosigkeit
	R	0.0	0.3	0.2	-0.1	E
	N	-0.0	-0.3	-0.2	0.1	N
Trafic	N	1.0	3.6	2.1	-1.5	N Verkehr
Entreprises de transport	D	1.0	3.6	2.1	-1.5	A Transportunternehmen
Aménagement et environnement	N	24.6	32.5	24.9	-7.5	N Umwelt und Raumplanung
Aménagement du territoire	D	0.0	0.8	0.6	-0.3	A Raumplanung
	R	-	0.5	0.5	-0.0	E
	N	0.0	0.3	0.1	-0.2	N
Abornements et mensurations	D	2.4	1.1	2.8	1.7	A Vermarkungen und Vermessungen
	R	2.4	1.0	2.7	1.7	E
	N	0.0	0.1	0.1	0.0	N
Forêts	D	28.2	31.1	31.8	0.7	A Wälder
	R	14.6	16.0	17.1	1.0	E
	N	13.7	15.1	14.8	-0.3	N
Correction des torrents	D	13.6	21.0	13.0	-8.0	A Korrektur der Wildbäche
	R	5.2	8.7	6.2	-2.5	E
	N	8.4	12.3	6.8	-5.5	N
Protection de l'environnement	D	3.4	5.0	3.3	-1.8	A Umweltschutz
	R	1.0	0.4	0.1	-0.3	E
	N	2.4	4.6	3.2	-1.4	N
Economie publique	N	8.1	13.4	12.0	-1.4	N Volkswirtschaft
Energie	D	7.4	13.3	6.8	-6.5	A Energie
	R	5.6	10.5	5.7	-4.8	E
	N	1.7	2.8	1.1	-1.7	N
Promotion économique et touristique	D	1.0	0.1	-	-0.1	A Wirtschafts- und Tourismusförderung
Agriculture	D	9.9	19.6	17.0	-2.6	A Landwirtschaft
	R	4.5	9.0	6.1	-2.9	E
	N	5.3	10.6	10.9	0.3	N
Total	D	110.6	149.8	161.0	11.2	A Total
	R	43.5	56.8	55.8	-1.0	E
	N	67.2	93.0	105.2	12.2	N

D = Dépenses R = Recettes N = Montants nets

A = Ausgaben E = Einnahmen N = Netto

Annexe 12

Prêts et participations permanentes

Anhang 12

Darlehen und Beteiligungen

(EN MILLIONS DE FRANCS)		COMPTE RECHNUNG 2016	BUDGET 2017	COMPTE RECHNUNG 2017	ECARTS DIFFERENZ 2017-B17	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Prêts						Darlehen
Crédits LIM et NPR	D	19.2	23.5	23.5	-	A IHG und NRP-Kredite
	R	17.5	20.5	21.7	1.1	E
	N	1.6	3.0	1.9	-1.1	N
Prêts infrastructures touristiques	D	15.0	15.0	15.0	-	A Touristische Infrastrukturdarlehen
	R	-	-	-	-	E
	N	15.0	15.0	15.0	-	N
Crédits agricoles	D	11.0	10.5	7.1	-3.3	A Agrarkredite
	R	10.4	10.6	7.0	-3.6	E
	N	0.6	-0.1	0.1	0.3	N
Prêts d'études	D	2.8	3.6	2.4	-1.2	A Ausbildungsdarlehen
	R	6.8	8.4	6.3	-2.1	E
	N	-4.1	-4.8	-3.9	0.9	N
Prêts aux transports publics	D	3.2	6.8	3.8	-3.0	A Darlehen an Transportunternehm.
	R	0.9	0.8	3.5	2.7	E
	N	2.4	6.0	0.3	-5.7	N
Crédits forestiers	D	0.6	1.2	0.1	-1.1	A Forstkredite
	R	1.2	1.2	1.1	-0.1	E
	N	-0.6	-	-1.0	-1.0	N
Autres prêts	D	-	-	-	-	A Andere Darlehen
	R	50.2	0.1	0.1	-0.0	E
	N	-50.2	-0.1	-0.1	0.0	N
Participations permanentes						Beteiligungen
Autres participations	D	59.6	-	0.0	0.0	A Andere Beteiligungen
	R	9.1	-	0.0	0.0	E
	N	50.5	-	0.0	0.0	N
Total	D	111.3	60.7	52.1	-8.6	A Total
	R	96.2	41.6	39.6	-2.0	E
	N	15.2	19.0	12.5	-6.6	N

D = Dépenses R = Recettes N = Montants nets

A = Ausgaben E = Einnahmen N = Netto

**Editeur**

Etat du Valais, Conseil d'Etat
par le Département des finances et de l'énergie

Rédaction

Administration cantonale des finances

Distribution

Le présent document peut être téléchargé à partir
de l'adresse : www.vs.ch.

Mars 2018

Herausgeber

Staat Wallis, Staatsrat
durch das Departement für Finanzen und Energie

Redaktion

Kantonale Finanzverwaltung

Verteilung

Das vorliegende Dokument kann von der Homepage
www.vs.ch heruntergeladen werden.

März 2018

